Sous le Haut Patronage
de Mr François HOLLANDE, Président de la République

SYNTHÈSE

GLOBAL CONFERENCE 2015 - **Xe édition**

"Tous acteurs de la rupture?"

the planet workshops
New Ideas for a New World

8 juin 2015

ParisClimat2015

Objectif OCEAN

Déclaration de Paris – 8 juin 2015

La présente déclaration a été initiée le 8 juin 2015, à l'issue du colloque organisé par Green Cross à l'Agence Spatiale Europeenne, à Paris, pour la Journée Mondiale des Océans.

Préambule – océan, homme et climat

Les contributeurs, dans leur grande diversité, ont identifié une feuille de route partagée, pour évoluer vers une démarche opérationnelle de réconciliation entre le développement d'écosystèmes fertiles et diversifiés et la capacité à apporter des éléments de réponse aux enjeux humains. Nous n'avons pas d'autre choix que d'obtenir un accord global sur le climat lors de la conférence ParisClimat2015, qui comporte des engagements forts et chiffrés concernant les océans. Cet accord passe par une mobilisation précise des dirigeants des différents états de la planète, des acteurs économiques et de la société civile, autour de propositions. Des solutions efficaces ont déjà fait leurs preuves pour préserver la santé de l'océan, en particulier dans le domaine du climat, et peuvent être mises en place dès maintenant. C'est l'objet de la présente déclaration, structurée autour de propositions fortes et consensuelles dans quatre domaines prioritaires :

- Gestion harmonisée des activités littorales,
- Alimentation et Santé des Océans et des Hommes,
- Transport et navire et futur,
- Sécurité et surveillance pour le développement durable.

PROPOSITION 1	GESTION HARMONISEE DES ACTIVITES LITTORALES
Constat	Les littoraux sont des zones sensibles et attractives. L'augmentation et la diversité des usages côtiers et marins est source de tensions, voire de conflits. Le changement climatique a des conséquences sur les littoraux (élévation du niveau de la mer, phénomènes climatiques, perturbation des écosystèmes) contre lesquelles les populations locales sont souvent désarmées. Il s'agit de concilier les enjeux socio-économiques et la préservation de l'Océan.
Proposition	Développer des groupes d'économie circulaire qui rassemblent et facilitent le dialogue entre acteurs publics, professionnels et usagers de la mer et associations environnementales.
Engagements et voies de réalisation	1. Mettre en œuvre les outils de gestion intégrée et de planification spatiale maritime selon les principes directeurs pour un dialogue constructif avec les parties prenantes, les recommandations des Nations-Unies, de l'Union Européenne et des groupements de collectivités locales. 2. Développer en partenariat avec les parties prenantes les Aires Marines Protégées qui démontrent la pertinence d'une reconquête des écosystèmes en lien avec le développement économique local. 3. Considérer l'espace marin comme espace foncier propice aux activités humaines, dans le respect des écosystèmes marins, pour améliorer les conditions de vie des populations et compléter les écosystèmes terrestres (hydroliennes marines et renouvelables en mer notamment). 4. Mobiliser plus et mieux des compartiments identifiés du Fonds Vert pour l'Environnement Mondial, les mécanismes REDD+ et liés au carbone stocké dans les écosystèmes marins, pour accélérer les réductions d'émissions avant 2020, contribuer à la reconstruction des écosystèmes littoraux et à l'atteinte des objectifs de création d'aires marines protégées. 5. Renforcer localement la résilience des populations humaines côtières vulnérables, par des mesures complémentaires localement les plans d'adaptation nationaux.
PROPOSITION 2	**ALIMENTATION ET SANTE DES OCEANS ET DES HOMMES**
	Le changement climatique et certains comportements humains ont des impacts négatifs sur l'Océan et sur ressources essentielles tant pour l'équilibre climatique que pour nourrir et soigner l'Humanité. L'exploitation ...ble des ressources, indispensable, doit donc être mesurée mais aussi protégée des effets du changement ...expliquée au consommateur pour qu'il adapte son comportement. Elle doit permettre de préserver ...dans une logique durable et renouvelable. ...ique pour identifier l'empreinte de chaque activité humaine sur l'océan et ... études d'impacts et la consultation informée des parties prenantes pour une gestion et une préservation ...rties prenantes pour une gestion et une préservation ...ivées ou cultivées. ...spécifiquement l'impact du changement ...

Table des matières

Séance plénière d'ouverture 6
Grand Témoin 1 : « We is stronger than I » 8
Garden Talk 1 :Femmes et enjeux durables 9
Garden Talk 2 : L'importance du cercle dans la vision amérindienne 10
Garden Talk 3 : Métiers verts, une source d'emploi à exploiter 11
Focus 1 : Quelles perspectives pour une énergie verte détaxée ? 12
Focus 2 : La révolution semencière innovante au service de l'agriculture durable 14
Face à face 1 : Energie et production locale 16
Face à face 2 : L'accès aux terres : un enjeu majeur pour les politiques publiques 18
Best practice corner 1 : La relation avec les parties prenantes au cœur de la responsabilité sociétale 20
Best practice corner 2 : Bluezone, la technologie au service des territoires 22
Grand Témoin 2 23
Veillée de réflexion : Une spiritualité militante pour la responsabilisation des citoyens 24
Focus 3 : L'identification des risques pour les prescripteurs de notre économie 26
Focus 4 : Durabilité ? Les solutions à apporter aux acteurs financiers 28
Face à face 3 : Faut-il systématiser l'Impact Investing ? 30
Face à face 4 : Comment développer l'investissement socialement responsable auprès du grand public ? 32
Coups de cœur des Ateliers de la Terre et de l'association NOISE 34
Grand Témoin 3 36
Focus 5 : Pourquoi n'applique t'on pas plus largement le principe d'économie circulaire ? 38
Focus 6 : Qu'est-ce qui fera de la COP21 un succès ? 40
Face à face 5 : Economie circulaire, une économie du futur ? 42
Face à face 6 : Un statut pour les déplacés environnementaux 44
Grand format 1 : Groupe Werner & Mertz : comment un fabricant de produit d'entretien intègre le principe d'économie circulaire ? 46
Grand format 2 : « Les Portes du Tarn », un projet écologique industriel 48
Focus 7 : Un urbanisme construit sur une préséance du vivant 50
Focus 8 : Changement climatique et santé humaine : principales évolutions, analyse des comportements liés à la santé 52
Face à face 7 : Comment répliquer la mobilité durable ? 54
Face à face 8 : La forêt, le futur de notre société 56
Garden Talk 4 : MANA, un nouvel indicateur extra-financier 58
Garden Talk 5 : Responsabilité des médias face à l'urgence des enjeux de la COP21 59
Garden Talk 6 : Citoyens, ONG, Entreprises : qui influence qui ? 60
Focus spécial : Quels sont les leviers pour une Afrique efficace ? 62
Grand Témoin 4 64
Allocution de clôture : Tous acteurs de la rupture : vers un nouvel équilibre ? 66
Note 68

Table of contents 71

60 nationalités présentes

+ de 550 participants

122 intervenants

55 journalistes accrédités

36 débats, rencontres
et autres moments d'échanges

3 jours de débats

La Xe édition de la Global Conference - **« Tous acteurs de la rupture? »** - a eu lieu dans le cadre exceptionnel du domaine de Chantilly les 6, 7 et 8 juillet. Beaucoup de choses ont été dites. Mais comme il a été question de rupture, et donc d'action, voici une synthèse des idées articulée autour de trois verbes d'action.

Par Adam BAÏZ, Ecole Polytechnique / Mines ParisTech,
Rapporteur général
Pilote de la Youth Commission

1. Diffuser la connaissance

Diffuser la connaissance sur les enjeux environnementaux, sur les dégâts que nous causons, mais aussi et surtout sur les solutions que nous pouvons apporter. Diffuser la connaissance parce que l'ignorance nous rend inadaptés, injustes voire dangereux pour nous-mêmes. De ce point de vue, il est capital de mettre à profit la révolution digitale pour le plus grand nombre. Connecter les objets, connecter les personnes et connecter les idées, et ce, dans une économie où la donnée doit devenir un bien commun pour devenir une véritable source d'émulation et de solutions.

Nous avons insisté sur la notion d'indicateurs, parce que notre perception du réel nous amène à agir et à décider d'une façon plutôt qu'une autre. Donc pour changer nos automatismes, revoyons nos indicateurs, du PIB, mais aussi du travail, de la santé, de la rentabilité ou encore du lien social. Avec des indicateurs nouveaux qui concilient justesse et justice, nous saurons mieux appréhender le réel, ses fragilités et ses potentiels.

A cet égard, l'Etat a un rôle capital à jouer dans la diffusion de la connaissance, pour les entreprises, pour les associations, et très fondamentalement pour nos jeunesses à travers l'école. Il est urgent de transmettre non seulement des concepts aux étudiants, mais aussi des compétences pratiques et empiriques, pour éveiller davantage la créativité et l'entrepreneuriat.

2. Responsabiliser

Responsabiliser les Etats, les entreprises et les individus. Nous devons comprendre et faire comprendre que notre monde est interconnecté et que notre destin est désormais commun. Mais attention, il ne s'agit pas de verser dans l'alarmisme, la culpabilité ou la nostalgie d'un Eden perdu. Quitte à paraître anthropocentriste, il est essentiel que nous insistions sur toutes les facettes quotidiennes et concrètes du développement durable : l'air que nous respirons, l'eau que nous buvons, la viande que nous mangeons, ou pas, mais aussi notre mobilité, notre habitat, notre santé, la paix et la cohésion sociale.

Qui plus est, pour responsabiliser, il faut donner aussi du pouvoir au local et ne pas tomber systématiquement dans le gigantisme des projets énergétiques, financiers ou sociaux. Si on se sent impuissant, difficile de se sentir responsable. Pour engager le changement, apprenons à faire confiance aux individus et au local, apprenons à nous adapter aux spécificités du terrain, et apprenons à faire émerger la nouveauté depuis l'intérieur.

3. Créer de l'enthousiasme

Créer de l'enthousiasme parce que l'information et la responsabilisation ne suffisent que rarement à provoquer l'action. Cette notion d'enthousiasme est d'autant plus essentielle que le développement durable garde encore, pour beaucoup, une image punitive, austère ou bien utopique. Et comment crée-t-on de l'enthousiasme ? Plus efficace encore que les incitations financières ou les campagnes de sensibilisation, il y a l'accompagnement. Accompagner, c'est conseiller, c'est valoriser, c'est donner un sens. Et très fondamentalement c'est aussi montrer une marche possible à suivre.

Qui ne s'est pas senti inspiré, enthousiasmé et motivé face à des entrepreneurs qui nous racontent leur aventure, qui incarnent leurs histoires, et qui nous décrivent pas à pas leurs observations, leurs échecs, leurs tâtonnements et leurs réussites ?

Pour vraiment créer de l'enthousiasme, il est essentiel de montrer comment, pas à pas, on peut changer les choses. Valorisons toutes les initiatives et les innovations sociales, économiques et technologiques, et incarnons-les pour encourager le plus grand nombre à emboîter le pas.

George J. Gendelman

Séance plénière d'ouverture

Intervenants

M. George J. Gendelman (co-fondateur des Ateliers de la Terre),
M. T8aminik Rankin (chef héréditaire de la tribu Algonquin et chef spirituel),
M. Gilles Grapinet (Directeur general Worldline, Atos),
M. Bernard Stiegler (Philosophe),
M. Lionel Zinsou (Premier ministre de la République du Bénin),
M. Jean-Paul Delevoye (Président du Conseil économique, social et environnemental)

Modérateur

M. Nicolas Imbert (Directeur exécutif de Green Cross France et territoires)

Notre société doit évoluer. De nouveaux obstacles apparaissent, comme la crise financière, l'accident nucléaire de Fukushima ou encore la crise des migrants montrant les limites du modèle que nous utilisons. Un fourmillement d'idées apparaît pour trouver une nouvelle façon de vivre viable à long terme, dans le respect de l'homme et de l'environnement. C'est dans ce contexte que se tient la Global Conference, rassemblant tous les acteurs de cette rupture. L'Afrique y tient une place particulière pour les nombreuses actions innovantes qui y sont menées.

Pour voir les vidéos :
https://youtu.be/xPi-EyuVWiQ
https://youtu.be/hksTg7JjdgA

T8aminik Rankin

Lionel Zinsou

De gauche à droite : **Nicolas Imbert, Bernard Stiegler, Jean-Paul Delevoye, Gilles Grapinet**

Idées fortes

- **Rassembler les acteurs dans une coalition efficace**. La pénurie de ressources n'est plus compatible avec une domination du secteur privé. Certains besoins ne peuvent être satisfaits que par des organismes ne relevant pas du marché. En rassemblant secteur privé et structures associationnelles, et le pouvoir public comme modérateur, il sera possible d'utiliser toutes les ressources rentables, de promouvoir les idées innovantes à leur source de façon locale et globale.
- **L'information au cœur de la rupture**. Savoir, c'est pouvoir. Les nouvelles technologies, par les précieuses et nombreuses informations qu'elles délivrent, permettent de résoudre des problèmes insolvables jusqu'à présent. Il faut cependant redonner un statut, une valeur à ces données. L'espace digital qui est en train de se former doit être régulé et taxé de la même façon qu'un espace maritime ou terrestre.
- **L'abolition des frontières**. La technologie transforme l'économie classique de captation en une économie numérique, de flux. Les communications n'ont plus de limites ni les idées de nationalité. Le monde n'est plus dominé par les Etats mais par les sociétés. Les frontières s'effacent au profit des groupes et des communautés. Dès lors, la régulation du monde restera-t-elle aux mains des Etats ? Ou bien doit-elle être prise en charge par les sociétés ou les mégalopoles ?

Pistes d'action

- **Il faut avant tout se réapproprier la donnée en évitant une création d'entropie désastreuse**. En organisant, en structurant la masse de données produites, il est possible de mieux l'utiliser, de la contrôler et de créer du profit via un système de taxation. La production de néguentropie est essentielle.
- **L'humain doit être remis au centre**. Dans un système d'automatismes, il est capable de se désautomatiser pour innover et sortir du cadre. C'est avec des idées novatrices qu'il est possible de faire une métamorphose profonde.
- **Reprendre conscience du lien qui nous unit à la Terre**. La spiritualité algonquine ainsi que l'encyclique du pape sur l'environnement soulignent l'importance du respect de la nature. Il y a de la place sur Terre, mais il faut s'organiser et avant tout vivre ensemble.
- **La technologie nous apporte une nouvelle matière première : l'information**. D'une valeur stratégique dans la métamorphose de notre société, elle pose la question de la régulation et demande de nouvelles formes organisationnelles. Ce changement doit avant tout être conduit par le respect de l'autre et de la nature.

De gauche à droite : **Christian Courtin-Clarins, Rémi Gouin**

Grand Témoin 1 : « We is stronger than I »

Intervenants

M. Christian Courtin-Clarins, Président, Groupe Clarins (France)
M. Rémi Gouin, Project Manager, Natural Ressources Stewardship Circle - NRSC (France)

« Nous n'héritons pas de la terre de nos aînés, nous l'empruntons à nos enfants. »

Pour voir la vidéo : **https://youtu.be/hB5EiqPGwZg**

L'expérience de Christian Courtin Clarins débute à l'occasion d'un voyage en Australie. Christian C. Clarins est alors président du groupe Clarins. Il séjourne dans un campement aborigène, accompagné de quatre dirigeants de grandes entreprises de cosmétiques. Deux nécessités vont s'imposer à ces entreprises : protéger les ressources naturelles, essentielles à la fabrication de leurs produits et regrouper les acteurs autour des différentes ressources, afin de mieux les exploiter.

Ainsi le groupe Clarins s'engage avec 25 autres entreprises auprès du NRSC (Natural Resources Stewardship Circle), afin de permettre aux cultivateurs d'exercer leur métier dans des conditions valorisantes d'un point de vue financier et écologique. Les cultivateurs se regroupent en coopérative, garantissant ainsi un prix minimum de revente des ressources. Ce regroupement leur fournit une plus grande marge de négociation face aux acheteurs notamment.

Cette concertation des dirigeants d'entreprises permet de dresser des constats qui s'imposent à tous, et donc de motiver des réflexions, mais surtout des actions plus facilement. Les engagements des différentes entreprises sur les différents projets se basent sur le volontariat.

Sonia Bahri

Jacqueline Jumbe-Kahura

Garden Talk 1 : Femmes et enjeux durables

Intervenants

Mme Jacqueline Jumbe-Kahura, Fondatrice, Lifting the Barriers (Kenya)
Mme Nathalie Meusy, Responsable du Développement Durable, Agence Spatiale Européenne (France)

Modérateur

Mme Sonia Bahri, Chef de la section des Politiques Scientifiques, UNESCO (France)

La place des femmes est toujours un sujet d'actualité, et notamment en ce qui concerne le développement durable. Pour beaucoup, le développement durable passe avant tout par l'acquisition d'une certaine technique et la maîtrise de nombreuses technologies. Cependant, les femmes sont sous-représentées dans les domaines technologiques et scientifiques, alors qu'elles représentent plus de 50% de la population. Ainsi, seulement 30% des chercheurs dans le monde sont des femmes.

Par ailleurs, et malgré certains changements, les femmes font, et notamment dans les économies émergentes quotidiennement face au problème du développement durable. En effet, en tant que mères, maîtresses de maisons ou à travers l'agriculture, elles ont un grand rôle à jouer dans la gestion des ressources naturelles et notamment de l'eau. Ce sont elles qui gèrent une grande partie de l'économie informelle. Il est donc primordial de les sensibiliser particulièrement aux enjeux durables.

Cela doit donc passer par la réalisation de deux principaux objectifs. Dans un premier temps il faut permettre l'accès à l'éducation pour toutes les filles, en particulier dans les économies émergentes. Dans un second temps, il faut apprendre à enseigner le développement durable, les enjeux qu'il soulève, ainsi que les moyens d'y contribuer à chaque échelle.

T8aminik Rankin, Marie-Josée Tardif

Garden Talk 2 : L'importance du cercle dans la vision amérindienne

Intervenants
Mme Marie-Josée Tardif, journaliste
M. T8aminik Rankin, Chef héréditaire algonquin

Le cercle est un symbole universel, avec une signification commune à travers les cultures et les religions. Il peut connoter la renaissance, la complétude, et l'éternité. De nombreux intervenants de la Global Conference ont évoqué la notion d' "économie circulaire" et comment elle contribue à la notion de durabilité dans les affaires.

Selon le chef T8aminik Rankin et Marie-Josée Tardif, le cercle de la vision amérindienne a une dimension à la fois cérémoniale et idéologique. Le cercle est représentatif des enseignements et des énergies féminines, comme incarné par la forme ronde d'une mère enceinte sur le point d'apporter la vie dans le monde. Alors que l'énergie masculine illustre le mouvement, la concurrence et la logique, l'énergie féminine est calme, réfléchie et harmonieuse. Le cercle représente une vie intérieure cachée, ainsi que la capacité à absorber et à surmonter les obstacles.

La cérémonie du cercle a amené le public à réfléchir à la sensation d'être une partie d'un ensemble plus vaste, et à apprendre à se concentrer et se rassembler. Cette cérémonie peut être utilisée dans les vies professionnelle et personnelle comme un moyen de relier les individus autour d'objectifs partagées.

1er plan : **Samir Abdelakrim**
2nd plan : **Stanislas Pottier**

Garden Talk 3 : Métiers verts, une source d'emploi à exploiter

Intervenants

M. Samir Abdelkrim (Entrepreneur, consultant en innovation et blogueur terrain),
M. Stanislas Pottier (Directeur du développement durable Crédit Agricole S.A. France)

Le manque d'infrastructures en Afrique est notable. Cependant, grâce à l'innovation et au numérique, les jeunes Africains possèdent les outils pour développer des emplois verts.

Pour se développer, l'Afrique a besoin d'un meilleur accès à l'électricité. Afin de remédier à ce problème, plutôt que de récolter des fonds des gouvernements européens et américains, l'Afrique doit développer son infrastructure électrique en passant par une myriade de startups rentables.

L'avenir de l'Afrique s'écrira aussi dans la création d'emplois décentralisés. Ce ne seront pas les grosses multinationales qui offriront des emplois verts aux Africains mais les Africains eux-mêmes qui innoveront vers des solutions durables.

Enfin, la levée de fonds s'effectuera différemment pour ces nouvelles startups. Il y aura toujours des fonds internationaux tels que la taxe carbone ou le fonds européen pour investir dans les métiers verts en Afrique. Mais les financements d'individu à individu, tel le crowdfunding s'implantera petit à petit. En revanche l'inconvénient du crowdfunding est l'absence de suivi, de support et de formation pour accompagner les entrepreneurs.

De gauche à droite : **Robert Bell, Corinne Lepage, Ahmed Baroudi, Christian de Perthuis**

Focus 1 : Quelles perspectives pour une énergie verte détaxée ?

Intervenants

Mme Corinne Lepage (Cap21 /LRC Présidente),
M. Robert Bell (chercheur et professeur d'économie, Brooklyn College),
M. Abdoulaye Baldé (Ministre de l'environnement sénégalais),
M. Ahmed Baroudi (fondateur de SIE, fonds d'investissement en Afrique),
M. Christian de Perthuis (professeur à Dauphine, fondateur de la Chaire Economie verte)

Le passage des énergies fossiles (pétrole, charbon…) aux énergies renouvelables (éolien, solaire…) est un enjeu majeur du développement durable. Diverses stratégies peuvent être mises en place pour accompagner et inciter cette transition, et parmi elles la défiscalisation des énergies "vertes". Est-elle une solution ?

Pour voir la vidéo : **https://youtu.be/VYdBsqC7ZMo**

Le principe du pollueur-payeur n'a pas fait ses preuves en matière d'énergie, tandis qu'une réduction d'impôts crée du revenu directement disponible pour les investisseurs avec moins d'intermédiaires que pour la redistribution de taxes. Il est important de faciliter l'investissement privé, et le pouvoir est dans une énergie à bas prix, notamment dans les pays du Sud.

Le marché des émissions de carbone actuellement mis en place dans l'UE ne fonctionne plus vraiment depuis 2008, notamment pour des problèmes de gouvernance à 28 pays. Le prix mis sur le CO2 est trop bas, et n'incite pas à la réduction des émissions. Certains pensent nécessaire de combiner ce système avec une taxe carbone. Néanmoins, le marché ne saurait être efficace dans des pays du Sud où l'administration est trop faible face à des grands groupes industriels pollueurs.

La COP21 cherchera notamment à unifier la taxe carbone, c'est-à-dire à tarifier la valeur collective accordée au climat. Cette solution apparaît comme la plus rapide pour atteindre les objectifs du GIEC. On peut imaginer un système de bonus-malus ayant pour valeur centrale la moyenne des émissions par habitant, reconnaissant ainsi l'égalité des citoyens à émettre du dioxyde de carbone.

Pour Monsieur de Perthuis, un bonus-malus à 7$ la tonne pourrait financer 1000mds $. Face à l'urgence environnementale, il est important de considérer toutes les options, potentiellement en les combinant, et de dépasser les idéologies. On peut également penser à un système de TVA circulaire, différenciée selon le mode de production. Et afin d'éviter que la croissance des pays émergents se fasse au détriment de l'environnement, il est important d'encourager non seulement des transferts de technologies du Nord au Sud, mais également une coopération entre les pays du Sud.

La réduction des émissions de gaz à effet de serre doit impérativement passer par un développement des énergies renouvelables, lequel se verrait indéniablement facilité par leur défiscalisation. Toutefois, l'enjeu est tel que cette défiscalisation ne saurait être le seul outil économique mis en œuvre, et se doit d'être associé à d'autres démarches, comme une taxe carbone ou un marché d'émissions.

Le 22 juillet 2015 a été votée à l'Assemblée nationale la loi sur la transition énergétique, qui vise notamment à porter à 32% la part d'énergies renouvelables dans la consommation d'énergie en 2030. Pour mettre en œuvre cet objectif, il apparaît nécessaire, comme le fait actuellement le comité pour la fiscalité écologique, d'étudier tous les instruments économiques possibles. C'est ainsi que de vraies décisions fortes pourront être prises lors de la COP21, et que l'on peut espérer enrayer le changement climatique.

De gauche à droite : **Louis Albert de Broglie, Marie Haga, Hassini Tsaki, Pascal Hudon**

Focus 2 : La révolution semencière innovante au service de l'agriculture durable

Intervenants

Mme Marie Haga (Directeur Exécutif, Global Crop Diversity Trust, Norway),
Pr Kojo Amandor (Deputy Director, Institute Of African Studies, Ghana),
M. Xavier Beulin (Président, National Federation Of Agricultural Holders' Union, France),
M. Hassini Tsaki (Academic Research Director, Oran University - Rite Laboratory, Algérie),
M. Pascal Hudon (Président, Fédération de la relève agricole du Québec - FRAQ, Canada)

Modérateur

M. Louis Albert de Broglie (Président, Deyrolle pour l'avenir, Président du Comité scientifique, Fermes d'avenir, France)

Que permet la révolution semencière servant l'agriculture durable ? Quels sont les modèles d'agriculture des pays du Nord et des pays du sud ? L'enjeu est central car l'agriculture permet non seulement la sécurité alimentaire, mais également la sécurité des sols. Quelles sont les externalités négatives de l'agriculture en termes de maladies ou de gâchis alimentaire, et que dire de l'appauvrissement des sols? Comment distinguer innovation et invention dans l'agriculture depuis la sélection néolithique jusqu'à la vulgarisation du concept de « variété » sous le régime de Vichy en France, ou celui de « brevetage » dans les années 1980 ?

Pour voir la vidéo : **https://youtu.be/fjgUbgmXU5k**

Trois idées fortes

- **Les pays du Sud connaissent depuis peu « l'hémorragie rurale » des pays du Nord** (Hassini Tsaki**)**. En trente ans, la population rurale de ces derniers est passée de 50% à 15%. Or l'agriculture participative est une solution au problème. Dans les pays du Sud, il subsiste encore des territoires comme les oasis, où la culture des variétés s'adaptant à un univers aride est « civilisationnelle ». Pourtant, le délitement du monde rural dans ces sociétés signifie la perte des savoirs accumulés. Quant aux pays du Nord, le suicide des agriculteurs notamment en France révèle la fin d'un modèle.

- **Au Québec également**, le monde rural agonise en raison du modèle de spéculation foncier qui pousse les paysans à avoir pour priorité le remboursement de leur crédit, plutôt que la diversité des cultures et des semences. C'est pour cette raison que Pascal Hudon en appelle à l'intervention des pouvoirs publics.

- **La révolution semencière n'est pas celle qui rapporte plus de productivité, mais qui est plus nutritive**. C'est sur ce principe que se fonde le modèle de Global Crop Diversity. La domestication des cultures montagneuses nécessitant peu d'eau doit être accessible à tous les paysans et être exempte de modifications génétiques. Les banques de semences et la recherche sont utiles en ce sens. À cette proposition, Xavier Beulin rappelle le poids économique de 2 milliards d'euros du secteur de la semence en France, et ajoute que la performance économique que permet l'industrie agroalimentaire est également indispensable.

De gauche à droite : **Pascal Mauberger, Guillaume Duval, Myriam Maestroni**

Face à Face 1 : Energie et production locale

Intervenants

Mme Myriam Maestroni (Fondatrice et Directeur général d'Economie d'Energie SAS),
M. Pascal Mauberger (Directeur général de McPhy Energy)

Modérateur

M. Guillaume Duval (Rédacteur en chef du magazine Alternatives économiques)

La transition énergétique nécessite de restructurer les systèmes de distribution. La production d'énergie ne pourra plus se faire massivement et de façon centralisée. Comment dans ce contexte, produire localement de l'énergie, de façon optimale ?

Pour voir la vidéo : **https://youtu.be/Z9_LZTtQG8E**

Idées fortes

- **L'énergie qu'on économise le plus, c'est celle que l'on ne consomme pas**. Parler du problème de la dépendance énergétique, c'est avant tout parler de l'efficacité énergétique. Il est nécessaire de mettre au premier plan les économies d'énergies. Les logements économes en énergie doivent devenir une norme, et il faut sensibiliser les propriétaires sur ce sujet. Peut-on inciter les citoyens à faire des économies d'énergies, et des rénovations dans leurs logements sans que la loi les y force ?
- **De la nécessité de stocker l'énergie**. Les énergies renouvelables permettent de produire de l'électricité à partir de ressources naturelles et de l'environnement, par nature variables. Avec l'introduction massive de telles sources d'énergie sur le réseau de distribution, il devient de plus en plus difficile de réguler la puissance fournie aux utilisateurs. Pour répondre aux exigences du réseau, il est indispensable de trouver des solutions de stockage, et ainsi éviter le gaspillage inutile des watts non utilisés.
- **Le stockage à hydrogène**. L'évolution des technologies permet de considérer le stockage hydrogène comme un moyen efficace de stockage. Ce vecteur se démarque des solutions classique de stockage hydrique, comme les lacs de stockage. Il possède un meilleur rendement et se transporte facilement. Les infrastructures de gaz pourraient être réutilisées à cet usage. Ainsi, la transformation du vecteur hydrogène en vecteur électrique peut se faire au plus près de l'utilisateur.

Pistes d'action

- **Pour inciter les consommateurs à faire des économies d'énergie, une fiscalité innovante doit être mise en place**. Il y a déjà un classement des logements selon leur efficacité énergétique, mais ce n'est qu'un indicateur. Les logements les moins efficaces devraient être taxés, tout en proposant des primes à la rénovation.
- **17% des émissions de gaz à effet de serre proviennent des transports**. Introduire et généraliser la voiture à hydrogène permettrait de réduire ces émissions, puisque la voiture à hydrogène ne rejette que de l'eau.
- **Le réseau de distribution et les habitudes de consommation d'énergie doivent impérativement changer**. Une production locale avec des solutions de stockage efficace, comme l'hydrogène, ainsi qu'une sensibilisation accrue aux économies d'énergie sont essentielles.
- **L'utilisation de l'énergie n'est actuellement pas viable à long terme**. Le réseau de distribution et les habitudes de consommation de l'énergie doivent impérativement changer. Une production locale avec des solutions de stockage efficace, comme l'hydrogène, ainsi qu'une sensibilisation accrue sur les économies d'énergie sont des pistes d'avenir.

De gauche à droite : **Jonjon B. Sarmiento, François Marot, Cheikh Oumar Ba**

Face à Face 2 : L'accès aux terres : un enjeu majeur pour les politiques publiques

Intervenants

M. Cheikh Oumar BA, Socio-anthropologue et Directeur exécutif d'IPAR (Initiative Prospective Agricole et Rurale), Sénégal
M. Jonjon B. SARMIENTO, Responsable du Programme Agriculture Durable, PAKISAMA, Philippines

Modérateur

M. François MAROT, Journaliste ; Ancien Rédacteur en Chef, National Geographic France (France)

Alors que la population rurale excède encore les 3.3 milliards d'habitants, la problématique de l'accès à la terre et de son usage reste cruciale aussi bien pour la survie de cette population que pour la sécurité alimentaire et la prospérité des économies locales comme mondiales.

Pour voir la vidéo : **https://youtu.be/D5SJ803YCfQ**

A la fois proches et soucieux des réalités du terrain de leurs pays respectifs, M. Cheikh Oumar BA et M. Jonjon B. SARMIENTO ont éclairé la problématique à travers ces trois idées fortes :

- L'accès, le droit de propriété et le libre usage des terres sont des leviers essentiels au développement rural et l'émancipation des peuples. Pourtant, au Sénégal comme aux Philippines par exemple, les paysans doivent faire face à des lourdeurs administratives très pénalisantes pour décider de l'usage d'une terre, et doivent vivre dans l'insécurité quand à l'accès à cette terre puisque l'Etat dispose, officiellement ou officieusement, un droit de réappropriation de toutes les terres du domaine national.
- La souveraineté d'une Nation sur ses propres terres - qu'elles soient gérées par l'Etat lui-même ou confiées à ses citoyens - est essentielle pour garder une certaine maîtrise sur son usage et garantir a minima la sécurité alimentaire. Qui plus est, dans bien des pays en développement, la terre n'a pas seulement qu'une valeur économique : elle a aussi une valeur sacrée qui ne doit pas être bradée, par détresse ou facilité, à des investisseurs étrangers peu soucieux du développement local.
- Enfin, à l'aune de l'exode rural et de la transition démographique de nombreux pays en développement, il devient urgent de rendre les activités agricoles à nouveau attractives à une jeunesse qui s'en détourne. L'appui technologique est essentiel à cet égard, mais pas seulement : il s'agit aussi de donner des garanties économiques et politiques à ce secteur vital.

Alors, et quitte à toujours empêcher la privatisation massive des terres, il devient urgent, pour des raisons à la fois éthiques et économiques, de lever de telles inerties et incertitudes sur l'accès et l'usage d'une terre en développant des possibilités d'achat, de legs, d'hypothèque ou encore de location garantie.

De gauche à droite : **Philippe Miquel, Alexandre Brailowsky, Daniel Rossi, Radjes Mangroe**

Best Practice Corner 1 : La relation avec les parties prenantes au cœur de la responsabilité sociétale

Intervenants

M. Alexandre Brailowsky (Directeur de la Responsabilité Sociétale à ENGIE, France),
M. Radjes Mangroe (Responsable RSE à ENGIE Energie Nederland, Pays-Bas),
M. Philippe Miquel (Directeur Général à ENGIE Cameroun, Cameroun),
M. Daniel Rossi (Responsable des affaires réglementaires en matière de développement durable, de RSE et d'environnement à ENGIE Energie International, Royaume-Uni)

Ce temps d'échange a pour but de mettre en exergue les meilleures pratiques en termes de co-construction des projets industriels avec les parties prenantes. L'entreprise n'est pas seulement garante de la conception de solutions adaptées aux territoires mais également de l'appropriation de ces solutions par la communauté.

Pour voir la vidéo : **https://youtu.be/Pw8SB9UKSeY**

Idées fortes

- Définir et comprendre ce que sont les parties prenantes. La participation de toutes les personnes touchées par un projet est devenue un enjeu et un facteur de réussite pour la construction d'un projet quel qu'il soit. Une partie prenante est toute organisation, industrie ou personne qui peut ressentir un impact sur le projet.
- Impliquer et approcher les populations locales. Un outil utilisé pour impliquer les populations et industries locales est une analyse de la perception de la réalité et des besoins des parties prenantes. « C3 Consensus » est par exemple un cabinet de conseil qui peut réaliser cette enquête. Cette dernière doit non seulement être faite au lancement du projet mais également régulièrement pendant sa réalisation pour suivre les potentiels changements. Cette démarche systématique permet de mieux comprendre les personnes touchées par le projet et ainsi les respecter davantage : cartographier les sensibilités de chacun permet ainsi d'accorder au maximum les besoins du projet avec les enjeux locaux.
- L'importance de l'évolution des cadres juridiques. Il est très important que les cadres juridiques suivent les entreprises dans la prise en compte des parties prenantes. Pour exemple, le CSR Act de 2013 en Inde oblige les entreprises à dépenser au moins 2 % de leur profit moyen net (évalué sur trois ans) dans des activités visant à améliorer leur impact social. Cela a permis de développer de nombreux projets en collaboration avec les sociétés, pour la création d'un monde plus durable.

Best Practice Corner 2 : Bluezone, la technologie au service des territoires

Intervenant
Mme Marie-Annick Darmaillac (Secrétaire général adjoint, Groupe Bolloré)

Pour voir la vidéo : **https://youtu.be/dg4pgXoNzUk**

Dès 2014, le groupe Bolloré a mis en place cinq Bluezones à travers l'Afrique qui fournissent de l'eau propre, de l'électricité et un accès Internet. Grâce à l'électricité fournie par des champs de panneaux photovoltaïques, de nombreux hectares de terres sont électrifiés. Ces cinq Bluezones ont déjà été installées à Kaloum (Guinée), Lomé (Togo), Dosso et Niamey (Niger) et à Cotonou (Bénin). Ces Bluezones répondent aux demandes de la population locale et varient en fonction des pays et de leurs besoins.

Les Bluezones donnent accès à une meilleure qualité de vie à travers la technologie et de nouvelles infrastructures. Il donne par exemple accès à des complexes sportifs, des incubateurs, des médias ou encore des expositions d'art local et des espaces de loisirs pour les enfants.

La responsabilité sociale est au cœur des Bluezones du groupe Bolloré. Il ne s'agit pas de faire de l'humanitaire ou du profit, mais bien de donner aux populations locales des outils pour qu'elles puissent se développer par elles-mêmes.

Grand Témoin 2

Intervenant

M. Amory LOVINS (Ecologiste américain, prix Nobel alternatif en 1983)

M. Lovins présente son livre Reinventing Fire : Bold Business Solutions for the New Energy Era et la manière dont les Etats-Unis peuvent se détacher des énergies fossiles d'ici à 2050. Ce modèle est également applicable à la France.

Amory Lovins propose trois axes de réflexions pour éliminer les énergies fossiles d'ici à 2050 :

- **Bâtiments :** Il faudra industrialiser la modification des bâtiments pour que ceux-ci réduisent leur consommation d'électricité. Les nouveaux bâtiments deviendront des « bâtiments passifs » ; des bâtiments à énergie ultra basse consommation qui nécessitent peu d'énergie pour le chauffage ou le refroidissement des lieux.
- **Transports :** Le système de transport devra être muni de voitures électriques en fibre de carbone et un système de bonus-malus servira à conduire la vente de ces derniers et à retirer du marché les voitures les plus polluantes. Un système de transport multiple permettra aux citoyens d'utiliser des vélos, les transports publics, le covoiturage ou les voitures partagées. La structure des quartiers devra être transformée en de plus petites unités permettant aux citadins de marcher davantage.
- **Electricité :** Le passage des ampoules incandescentes aux LED engendrera des économies d'énergie. Un mix d'électricité renouvelable (solaire, éolien, biomasse de déchets agricoles) permettra la fin de l'utilisation du charbon et du pétrole. Avec la mise en place de « micro-grilles », les consommateurs d'électricité deviendront producteurs et consommateurs.

Cette transition vers une énergie propre s'effectuera grâce à une efficacité des nouvelles technologies et des nouveaux bâtiments d'une part et d'autre part grâce à un mix d'énergies renouvelables. Une feuille de route pour l'énergie en Chine pourrait atteindre un très bon résultat dans ce pays.

Veillée de réflexion : Une spiritualité militante pour la responsabilisation des citoyens

Intervenants

Mme Minh Tri Vô (Vice-Présidente, Union Bouddhiste de France, France),
Père Dominique Lang (Prêtre assomptionniste, Journaliste, Magazine Pèlerin, France),
M. T8aminik Rankin (Chef spirituel amérindien, Chef héréditaire Algonquin, Canada),
M. Cheikh Khaled Bentounes (Représentant Soufi, France)

Modératrice

Mme Sonia Henry (Directrice des Programmes, Les Ateliers de la Terre, Fondatrice, Green Earth Influence, France)

« On a perdu l'équilibre, aidez-nous !»

Pour voir la vidéo : **https://youtu.be/r4dKXw4Qt6w**

C'est par cette phrase que **le chef amérindien Rankin** résume une des sept prophéties amérindiennes : l'Homme à force de se détourner de la nature et de la spiritualité perd l'équilibre et ressent le besoin de se retourner vers ces deux éléments pour retrouver cet équilibre.

A l'occasion de cette veillée, plusieurs conceptions de la spiritualité sont évoquées (soufisme, chrétienté, bouddhisme et spiritualité amérindienne). Si des différences se manifestent entre différents cultes, un concept relie tous les intervenants dans leur approche de la spiritualité : la « circularité ».

Derrière ce concept du « cercle », c'est la notion d'égalité entre les Hommes qui est avancée, mais aussi la nécessité d'inscrire l'action des Hommes dans un respect de la nature et des cycles naturels.

Père D. Lang prend ainsi l'exemple de la récente encyclique du pape François sur « l'écologie humaine ». Selon lui, les Hommes devraient plus souvent « choisir de perdre du temps pour écouter les autres ».

Mme Minh Tri VÔ quant à elle insiste sur l'interdépendance entre les Hommes et la nature « l'Homme EST la nature ». Elle illustre son propos en prenant pour exemple le nuage et son changement de forme. L'Homme s'inscrit dans ce cercle de transformations naturelles. Son intervention se clôt par un exercice de respiration bouddhique qui met l'accent sur la prise en compte du moment présent.

T8aminik Rankin nous fait découvrir les sept prophéties de la tradition amérindienne, et nous montre comment celles-ci avaient prédit que les Hommes reviendraient à une approche spirituelle de leur vie après avoir donné trop de crédit au monde purement matériel.

La tradition soufi fait elle aussi référence au cercle. Au-delà de la chorégraphie qu'exécutent les pratiquants de ce culte, le soufisme signifie l'unité, la fraternité atomique et le renouvellement des générations.

De gauche à droite : **Olivier de Guerre, Paul de Backer, Yann Queinnec, Philippe Vannier, Kako Nubukpo**

Focus 3 : L'identification des risques pour les prescripteurs de notre économie

Intervenants

M. Paul de Backer (Auteur, The financial indicators of sustainable development, Founder, DBF Consulting, Belgium),
M. Oliver de Guerre (Chairman, PhiTrust Active Investors, France),
M. Kako Nubukpo (Economist, Member of the Global Economic Governance programme, University of Oxford ; Former Minister of Long-term Strategy and Public Policy),
M. Philippe Vannier (Head of big Data & Security, Group Chief technology, Atos, France)

Moderateur

M. Yann Quiennec, Director General and Founder, Affectio Mutandi (France)

Quel est l'avenir de l'économie au regard des risques sociaux et environnementaux ? Si les prescripteurs de l'économie sont les investisseurs, les consommateurs et les décideurs publics, dans quelle mesure l'appréhension des risques permet-elle la décision ? Le consommateur a-t-il une souveraineté dans son acte d'achat ? Que dire du défi et des risques associés au traitement des données de masse ?

Idées fortes

- Pour un investissement socialement responsable, la cartographie des risques pour les entreprises en France relève de l'obligation légale sur les nouvelles régulations économiques (NRE), qui implique notamment des critères d'exclusion ou d'accès aux ressources. Or la diffusion du risque rend son identification complexe pour les entreprises comme PhiTrust Active Investors. Des difficultés subsistent également dans la pérennité du changement des pratiques au-delà du changement des dirigeants.
- Paul de Backer attire l'attention sur le risque du « gigantisme » pour l'accès à l'énergie, car il est la cause de dommages financiers, culturels et environnementaux. Il est intéressant de noter qu'alors que la construction d'un barrage nécessite le déplacement de villages, une production locale d'énergie est plus souhaitable. Ainsi, quasiment toutes les collectivités en France et au Brésil sont autonomes dans la production d'au moins 40 % de leurs besoins énergétiques.
- Si Philippe Vannier souligne le risque que constitue la perméabilité des données pour les pays du Nord, il n'en met pas moins en avant leur utilité, tant par le patrimoine qu'elles constituent que par leur impact distributif. Par ailleurs, Kako Nubukpo en sa qualité de décideur public au Togo insiste sur le risque de l'explosion démographique de l'Afrique qui se couple à une croissance non pourvoyeuse d'emploi, car elle repose sur les matières premières. Comment créer de la valeur ajoutée en Afrique afin de maintenir sur place les jeunes désireux de migrer vers l'Europe ? Comment faire face aux réseaux terroristes recruteurs d'une « main d'œuvre docile » et aux besoins de terres de certaines populations en marge de la montée du niveau de la mer ?

De gauche à droite : **Liven Denys, Christopher Dembik, Olivier Dubigeon, David Hillman, Stanislas Pottier**

Focus 4 : Durabilité ? Les solutions à apporter aux acteurs financiers

Intervenants

M. Christopher Dembik (Economiste, Saxo Bank, France),
M. Lieven Denys (Professeur de droit international à l'Ecole de droit, l'l'Académie diplomatique et l'université de Bruxelles),
M. David Hillman (Directeur à Stamp Out Poverty, UK),
M. Stanislas Pottier (Directeur du Développement Durable au Crédit Agricole S.A., France)

Modérateur

M. Olivier Dubigeon (Fondateur de Sustainway, France)

Comment le secteur financier fait-il pour inclure les enjeux sociétaux et environnementaux et comment peut-il développer un indicateur moral ?

Pour voir la vidéo : **https://youtu.be/hO6vo2I42AU**

Idées fortes

- L'ensemble des enjeux écologiques se globalise, le principe pollueur-payeur se développe, les bourses mondiales incitent les compagnies à être plus transparentes, et la BCE commence à investir dans des causes utiles pour donner un sens à ses investissements.
- Bien que le secteur financier fasse des efforts, il existe de nombreux enjeux. Les biens communs sont de plus en plus exploités, le monde de la finance n'a toujours pas résolu le dilemme entre la croissance du secteur financier et la bonne gestion des biens communs, les crises financières ont affecté les financiers qui disent ne pas avoir les moyens d'investir.
- Il s'agirait de mettre en place une taxe de transaction financière, de créer des indicateurs RSE avec les agences de notations mondiales afin de développer des critères globaux et unifiés et de taxer encore plus le secteur financier et promouvoir l'« impact investing ».

De gauche à droite : **Pierre Valentin, Guillaume Grosso, Sophie des Mazery**

Face à Face 3 : Faut-il systématiser l'Impact Investing ?

Intervenants

Mme Sophie des Mazery (Director – Finansol),
M. Guillaume Grosso (Head European markets ressource mobilisation),
M. Pierre Valentin (Deputy General Manager – Crédit Cooperatif)

L'Impact Investing est un élément important, encore sous-utilisé, de la conduite des affaires dans l'économie mondiale. Il est mesuré non seulement par des rendements financiers, mais aussi par l'ampleur de son impact social. Comme illustré par la finance solidaire en France, l'Impact Investing peut avoir un effet positif sur tous les secteurs de développement humain et économique, de la création d'emplois aux logements sociaux en passant par les droits fonciers et la distribution de vaccins.

Idées fortes

- L'Impact Investing produit des prestations sociales, mais il n'équivaut pas pour autant à une subvention ou un don de bienfaisance. Un Investors Impact n'est pas un donateur, il cherche bien un retour sur investissement.
- Selon un sondage mené par JP Morgan, les attentes sur le rendement des placements diffèrent entre les pays développés et émergents. Les investisseurs situés dans les pays développés sont prêts à accepter un taux de rendement plus faible, tandis que ceux dans les pays en développement attendent des gains plus élevés. Toutefois, les investissements sociaux dans les pays en développement ont tendance à être moins rentables.
- Le plus grand défi auquel sont confrontés ceux qui souhaitent participer à l'Impact Investing est le manque général de sources de financement disponibles. En France, par exemple, la plupart des investisseurs sociaux sont des individus, alors que ce sont les organisations et les associations qui ont les plus fortes capacités de financement. En raison de leur modèle économique particulier, les entreprises sociales se sont avérées plus résistantes que les entreprises traditionnelles en période de crise économique et financière, ce qui devrait aider à renforcer leur attrait pour les particuliers et les entreprises qui cherchent un portefeuille de placements plus diversifié.

La diffusion de l'Impact Investing dépendra de nos mentalités. Eduquer, former, sensibiliser à l'Impact Investing, en valorisant les initiatives phares, est essentiel de ce point de vue. En 2001, la Commission européenne a créé une initiative de l'entreprise sociale visant à promouvoir une approche plus responsable de la croissance économique et de l'entreprenariat de carburant.

Alors que l'Impact Investing se développe, le plus grand défi auquel il sera confronté sera de trouver une forme d'équilibre entre les intérêts privés et publics. Les fonds publics ne devront pas être réduits en réponse à l'investissement privé, tout comme les activités. Les objectifs fixés devront également continuer à répondre aux besoins de la société dans laquelle ils opèrent plutôt que des agendas des investisseurs. Pour ce faire, les fonds privés ne devront pas devenir une source de budget alternative visant à aider les Etats, et les gouvernements devront continuer à être responsables vis-à-vis leurs citoyens.

De gauche à droite : **Philippe Dutertre, Caterina Romanelli, Philippe Zaouati**

Face à Face 4 : Comment développer l'investissement socialement responsable auprès du grand public ?

Intervenants

M. Philippe Dutertre (Vice-Président, AG2R LA MONDIALE, FIR - Forum pour l'Investissement Responsable, France),
M. Philippe Zaouati (Directeur Général, Mirova, France)

Modératrice

Mme Caterina Romanelli (Analyste en charge de l'Investissement Responsable et des sujets ESG, PAI Partners, Italie)

Le débat porte sur le sens de l'investissement socialement responsable (ISR) et sa faisabilité. Qu'est-ce que l'ISR pour une entreprise comme AG2R ? Peut-on concilier investissement socialement responsable et performance économique ?

Pour voir la vidéo : **https://youtu.be/7urQeTKbbs8**

Idées fortes

- Si le concept d'ISR semble flou, l'on peut au moins dire qu'il s'agit des investissements que réalisent une entreprise afin d'être en prises avec les enjeux sociaux immédiats. Alors que seulement 25% des personnes interrogées pensent pouvoir le définir, ils sont en revanche plus nombreux à vouloir prendre part à la gestion des actifs de l'entreprise.
- Bien souvent, chez certaines entreprises, les contradictions entre performance économique et responsabilités sociales sont flagrantes. La sélection d'investisseurs et d'entreprises spécifiques peut également modifier les comportements et le sérieux des engagements. Toutefois, le rôle des ONG en leur qualité de groupe de pression est crucial car il met surtout en avant la transparence.
- En outre, des mécanismes financiers novateurs sont nécessaires pour résoudre des projets sociaux. En Europe, les obligations d'impact social sont non seulement des partenariats entre les secteurs publics et privés, mais nécessitent également la participation des ONG. Lorsque l'Etat a un objectif qu'il ne peut financer, le faire financer par un tiers privé fait partie de la solution. À terme, l'État peut rembourser le financeur à la mesure de l'accomplissement total ou partiel du cahier des charges.

La difficulté du développement durable aujourd'hui est de mettre sur une même table les secteurs publics et privés, ainsi que les ONG. Pourtant, les entreprises hésitent quand elles entendent parler d'ISR. Or l'approche de la rentabilité à laquelle elles sont plus sensibles est moins mise en avant. Les imprévisibilités et les impacts des résultats de l'ISR doivent être pris en compte sur le long terme. Imaginez que votre investissement aille à une personne qui invente un produit pouvant améliorer la production de la récolte ; si ce produit relève de l'agriculture biologique, il peut participer à la restauration des sols. Ce type d'initiative prend à rebours le changement climatique.

De gauche à droite : **Kevin Berkane, Karine Niego, Audrey Sauvignet, Nicolas Le Berre, Heremoana Puhetini**

Coups de cœur des Ateliers de la Terre et de l'association NOISE

Présentation de 4 jeunes entrepreneurs sociaux

Intervenants

Mme Audrey Sovignet (Fondatrice, I Wheel Share, France),
M. Kevin Berkane (Directeur Général, Kialatok, France),
M. Nicolas Le Berre (Co-fondateur, New CITYzens, France),
M. Heremoana Puhetini (Président, Social Express, France)

Modératrice

Mme Karine Niego (Fondatrice et Présidente, Green Raid, France)

Parce qu'il fait rimer espoir, innovation et intérêt général, l'entreprenariat social est aujourd'hui un secteur en essor qui inspire une jeunesse ambitieuse et ouverte sur le monde. A travers un format de mini TED, quatre jeunes entrepreneurs sociaux sont venus à la Global Conference pour présenter leur parcours et leurs initiatives, mais aussi faire entendre leur voix auprès des investisseurs et élargir leur communauté.

I Wheel Share : Une carte interactive pour faciliter le quotidien des personnes handicapées

Suite à un accident de la voie publique il y a trois ans, Lucas devient paraplégique. Après une année de rééducation dans un centre spécialisé, Lucas se rend compte du manque de structures accessibles aux personnes handicapées, mais aussi de l'insuffisance en information que l'on dispose sur l'accessibilité de ces espaces qui font notre quotidien. Sa sœur Audrey et lui ont alors l'idée de lancer une application qui permette aux personnes handicapées de cartographier leurs expériences et témoignages en terme d'accessibilité de divers lieux (cinémas, boutiques, etc.), d'échanger leurs bons et mauvais plans, et d'ainsi s'inscrire dans un communauté en partage. Par ailleurs, afin de pallier l'inaccessibilité de certains lieux, I wheel Share propose d'y organiser des évènements festifs - des « carrot mob », au cours desquels une partie de l'argent récupéré devra être dédié au financement des travaux et équipements d'accessibilité. Déjà forte d'une cinquantaine d'expériences testées et postées sur la carte, dont une à New York, d'une communauté de 1500 personnes sur Facebook et de 900 sur Twitter, l'application mobile I wheel Share sera lancée en septembre 2015. D'ici là et pour la suite de son développement, elle a besoin de soutien financier et de personnes motivées pour rejoindre son équipe et les réseaux de partenaires clés.

Kialatok : La cuisine au service des cultures

Lancée en août 2013, Kialatok est une initiative originale qui mêle cuisines du monde, formation professionnelle et vivre ensemble. A travers la valorisation des divers talents culinaires dont peuvent disposer les immigrés et réfugiés en France du fait de leur culture d'origine, Kialatok propose des parcours d'insertion pour apprendre à devenir animateurs cuisiniers et ainsi partager la richesse des cuisines du monde. Grâce à l'outil qu'est la cuisine et l'immersion culturelle qu'elle propose, c'est un travail sur la diversité culturelle et sur la différence qui est mené, mais aussi autour de l'intergénérationnel ou encore des stéréotypes qui existent entre les hommes et les femmes dans les entreprises dans lesquelles Kialatok intervient, en comparaison de ceux qui existent dans le domaine culinaire à travers le monde. Par exemple, si la cuisine professionnelle est très souvent une affaire d'hommes en France, ce n'est pas du tout le cas dans les pays du Maghreb. Pour son initiateur Kevin Berkane, Kialatok dispose alors d'un impact double : à la fois une entreprise d'insertion pour les apprentis en animation culinaire, et un vecteur d'ouverture sur le monde dans les entreprises dans lesquelles ses actions sont menées, Kialatok porte la différence et la diversité culturelle « comme une chance et non pas comme un obstacle ».

Social Express : Le « Pékin Express » de l'entreprenariat social

Montrer les réalités de l'entreprenariat social au-delà des clichés, inspirer et motiver autour de projets sociaux, transformer les jeunes en acteurs du changement, valoriser les territoires et les accompagner dans leurs transitions, telles sont les ambitions de Social Express : « l'entreprenariat social c'est bien, encore faut-il montrer que ça marche. » Social Express propose un accompagnement des jeunes de 18 à 35 ans long et balisé dans un parcours de transition inscrit dans l'économie sociale et solidaire. Celui-ci se compose de quatre weekends théoriques puis d'un voyage de 15 jours qui permet de mettre en application les acquis à travers des actions sur des projets sociaux existants. Cette année, pour la seconde édition de Social Express, c'est une vingtaine de jeunes qui partent au Cambodge et en Chine travailler sur des projets environnementaux. A l'avenir, Social Express aimerait que chacun de ses voyages fasse l'objet de reportages qui seraient éventuellement diffusés sur des chaînes télévisées, et qui pourraient à la fois faire découvrir au public divers projets sociaux mais aussi les motiver pour s'y joindre ou simplement s'inscrire dans l'économie sociale et solidaire.

New CitYzens : Au-delà du vivre ensemble, « faire ensemble »

L'idée est de faire rupture avec les messages de crise, de peur et d'impasse diffusés par les médias, et d'y opposer des messages plus positifs afin de construire une communauté qui croit en la « créativité citoyenne », en « la ville comme terrain de jeu » ou encore en « la force de l'innovation collective ». Trois programmes sont proposés : Explorateurs ville positive raconte l'histoire de citoyens lambda devenus acteurs du changement ; Déclic Jeunesse apprend aux jeunes citoyens comment devenir acteurs à travers des ateliers créatifs ; Lab' ville créative travaille sur la coopération entre les villes et les citoyens autour des thématiques des déchets, de la mobilité, etc. Aujourd'hui, cette communauté est à la recherche d'acteurs audacieux, aussi bien des citoyens que des entreprises.

De gauche à droite : **Roxane Grioche, Lisa Lovatt-Smith**

Grand Témoin 3

Intervenante

Mme Lisa Lovatt-Smith (Fondatrice, OrphanAid Africa, Royaume-Uni)

Modératrice

Mme Roxane Grioche (Journaliste Développement Durable, Saska Production, France)

« Notre objectif est de fermer tous les orphelinats en Afrique.»

Pour voir la vidéo : **https://youtu.be/v2JNYEXTXfw**

Lisa Lovatt-Smith est une ancienne journaliste. Elle travaille chez Vogue pendant 19 ans. A 21 ans seulement, elle accède au poste de rédactrice en chef dans ce même magazine.

A 35 ans, elle effectue un voyage dans un orphelinat au Ghana. Elle est restée vivre au Ghana depuis. Elle a retrouvé son âme de guerrière et de combattante auprès de ces enfants.

Abandonnée par ses parents à l'âge de 4 ans, puis reprise par sa mère quelques années plus tard, elle s'est tout de suite identifiée à la situation des enfants de l'orphelinat d'Accra. Elle dresse un constat accablant de l'activité dans ces orphelinats : des situations de maltraitances physiques et psychologiques des enfants, du fait d'un personnel peu ou pas formé.

Dans un premier temps, son expérience lui apporte un lot de désillusions.

Lisa n'hésite pas à remettre en question l' « aide » apportée par certains occidentaux : *« N'allez surtout pas faire du volontariat dans les orphelinats. Les enfants qui souffrent déjà d'un premier déracinement familial vont en subir plusieurs autres au fil de l'année car ils vont se lier d'affection avec des volontaires qui ne sont là que pour quelques mois. »* La fondatrice d'OrphanAid Africa a aussi dû revoir sa politique concernant les donations d'argent : *« Je pensais qu'avec l'argent tout allait s'arranger. Ce n'est pas le cas du tout. »* Elle réaffirme que ce n'est pas la charité dont ces enfants ont besoin, et que la solution se trouve avec la population locale.

« La famille élargie en Afrique, c'est un filet de sécurité pour les enfants ». Lisa insiste sur le fait de travailler en harmonie tous les acteurs locaux, de s'appuyer sur des systèmes qui existent déjà et qui font leurs preuves. Ainsi, une initiative rassemblant des acteurs des secteurs public et privé est mise en place. Ministère de l'éducation, ministère des affaires sociales, police, établissements scolaires, ONG sur place et chefs locaux sont inscrits dans la dynamique d'OrphanAid Africa afin de permettre au plus grand nombre d'enfants de retrouver leurs parents.

« 90 % des enfants dans les orphelinats ne sont pas orphelins ». Cette statistique explique la motivation de Lisa à aider les enfants à retrouver leurs parents. Pour cela elle effectue un travail de détective dès la réception des enfants les plus démunis. Son organisme propose ensuite des aides aux familles (juridiques, parfois financières) afin de les inciter à réintégrer les enfants dans leur environnement familial. Cette aide s'adresse aussi aux jeunes âgés de plus de 18 ans (recherche d'emploi, entreprenariat). OrphanAid Africa tente aussi de faire bouger les lignes au niveau législatif afin de donner une légitimité supplémentaire lors des négociations avec des marabouts qui pensent souvent jouir d'un pouvoir naturel sur certains enfants.

L'action de Lisa Lovatt-Smith à travers sa fondation vise avant tout à retrouver les familles des enfants placés en orphelinat, afin d'éviter l'expérience de l'orphelinat au plus grand nombre. Elle intègre pour cela un grand nombre d'acteurs publics et privés au sein de la société.

De gauche à droite : **Patricia Savin, Thierry Mallet, Thomas Sterr, Pierre Racicot, Xavier Edelmann**

Focus 5 : Pourquoi n'applique-t-on pas plus largement le principe d'économie circulaire ?

Intervenants

M. Thierry Mallet (Directeur de l'Innovation et de la Performance Industrielle, SUEZ environnement, France),
M. Xavier Edelmann (Président-Fondateur, World Resources Forum, Suisse),
Dr Pierre Racicot (Président, Villes et régions Innovantes – VRIc, Canada),
Dr Thomas Sterr (Directeur, Institute for Eco-Industrial Analyses, Heidelberg, Allemagne)

Modératrice

Mme Patricia Savin (Présidente, Association OREE, France)

Il y aura environ 9 milliards d'habitants en 2050 ce qui impliquera nécessairement des changements de mode de vie et de consommation. A l'horizon 2030, 50% de la population vivra dans des zones où il n'y aura pas suffisamment d'eau. L'économie circulaire peut permettre de maîtriser et mieux utiliser cette ressource, ce n'est donc pas un besoin mais une nécessité. Cette conférence permet un regard croisé sur l'économie circulaire avec des intervenants internationaux aux visions différentes.

Pour voir la vidéo : **https://youtu.be/WzL0CQ-YCDg**

Idées fortes

- Les objectifs de l'économie circulaire peuvent se synthétiser dans la formule suivante « 5RV+0GES » (Récupérer, Réduire, Réutiliser, Recycler, Régénérer, Valoriser + 0 Gaz à Effet de Serre). L'essentiel c'est de décupler la croissance économique, parallèlement à une diminution des gaz à effet de serre.
- Il faut toujours chercher des possibilités pour éviter d'utiliser trop de ressources. Le but est donc de mettre en place une utilisation efficiente des ressources sur toute la durée de leur cycle de vie. Pour permettre cela, un premier objectif est de mettre la R&D au cœur de l'économie circulaire.
- L'économie circulaire doit devenir un nouveau type de modèle économique, se substituant à l'économie traditionnelle. Cependant, il se heurte déjà à certaines limites. Il s'agit notamment d'une problématique de définition, entre les pays qui forment des barrières à son développement, sur ce que l'on a le droit de transporter ou de recycler. D'un point de vue plus technique et juridique, il faut bien définir chaque substance qui entre en compte dans un produit si on veut le recycler, c'est compliqué pour les matières premières secondaires qui ne sont pas précisément définies.

Il devient nécessaire d'organiser et de structurer le marché des matières premières secondaires. Leur production commence aujourd'hui avec le tri. Mais 25% des matières premières triées en Europe partent en Asie par manque de débouchés. De plus, les produits n'ont pas forcément été conçus pour être recyclés : 25% des plastiques ne sont pas recyclables à cause de composants dangereux. Nous devons apprendre les uns des autres et notamment de la Chine qui a lancé sa stratégie d'économie circulaire en 2002 à long terme. On peut apprendre des Chinois et à partir des bons exemples. Il faut échanger des expériences et montrer ce qui se fait. Le gouvernement chinois, notamment, semble déterminé à faire de l'économie circulaire un secteur concurrentiel à l'échelle très locale.

De gauche à droite : **Luc Jacquet, Emmanuel Beaurepaire, Marie-Hélène Aubert, Jean-Louis Borloo, Anne Chassagnette, William Theisen, Marina Drummond**

Focus 6 : Qu'est-ce qui fera de la COP21 un succès ?

Intervenants

Mme Marie-Hélène Aubert (Conseillère du Président de la République sur les négociations internationales sur le climat et l'environnement, France),
Mme Anne Chassagnette (Responsabilité sociale et environnementale & Directrice des actionnaires individuels, ENGIE, France),
Mme Marina Drummond (Global Outreach Ambassador, Rio+, Brésil),
M. Luc Jacquet (Réalisateur de films, France),
M. William Theisen (Directeur du développement, EcoAct, Etats-Unis),
M. Jean-Louis Borloo (Fondateur, Energies pour l'Afrique, France)

Modérateur

Emmanuel Beaurepaire (Directeur Affaires Publiques - Le Public Système Hopscotch)

Les négociations de décembre 2015 à Paris s'annoncent peut-être difficiles, mais celles-ci auront des répercussions bien plus importantes qu'elles ne le laissent imaginer : au-delà des négociations entre les parties, et les attentes qu'elles parviendront à satisfaire, la COP21 est également prétexte à une vaste campagne de sensibilisation d'un public toujours plus large et plus varié, et ce de la part de tous types d'acteurs. La diversité du panel des intervenants a permis d'aborder la question de la COP21 sous l'angle gouvernemental, économique, scientifique, politique, mais aussi artistique.

Pour voir la vidéo : **https://youtu.be/Q7Qd0Yw0JwQ**

Après une carrière scientifique, **Luc Jacquet** s'est lancé dans la réalisation de films (La Glace et le Ciel, sortie prévue pour le 21 oct. 2015) avec le souhait de sensibiliser le plus grand nombre. Tandis que « les choses se resserrent » et que l'on parle d'urgence climatique, il serait nécessaire que la science apporte sa clairvoyance pour mettre les phénomènes en perspective mais surtout que la science soit racontée au grand public, par exemple à travers le récit d'une histoire humaine qui puisse valoriser ce « génie d'entreprendre » et ainsi toucher ceux qui ne sont pas encore convaincus. Quant à ses espoirs pour la COP21, c'est vers les politiques qu'il se tourne, et demande « moins de communication et plus d'action. » Il fait cependant remarquer que l'attribution aux politiques du rôle suprême d'arbitrage au nom du bien commun est un automatisme qu'il serait peut-être pertinent de remettre en question.

D'un point de vue gouvernemental, les enjeux de la COP21 sont doubles : si les négociations climatiques entre les 196 parties et la pression pour trouver un consensus semblent prédominantes, **Marie-Hélène Aubert** insiste également sur l'organisation de l'évènement en elle-même. Celle-ci implique à la fois une mobilisation hors pair de l'ensemble des acteurs, et une attente en termes d'éco-responsabilité de l'évènement en cohérence avec les objectifs de la COP21.

« On ne va pas tout régler à Paris en décembre ». Au-delà des blocages techniques qui pourront survenir, la perception de l'opinion publique de cet évènement est très importante : la COP21 doit être le vecteur d'un changement de nos habitudes et de nos modes de production et de consommation. De plus, il faut parvenir à démontrer la transversalité du développement durable dans chaque aspect de notre quotidien afin de proposer une nouvelle représentation culturelle de la prospérité qui pourra s'élever contre le Graal de l'American Way of Life : « il faut sortir le climat de sa niche verte. » Un challenge considérable donc, mais aussi très mobilisateur : la préparation de la COP21 a motivé de très nombreuses initiatives citoyennes empreintes d'une grande créativité. Cependant, les médias traditionnels en parlent encore assez peu. Une campagne de communication de la part du gouvernement est alors attendue dès l'automne 2015.

Jean-Louis Borloo semble avoir un avis plus tranché sur la question : « la vérité c'est que ce n'est pas très important qu'il se passe quelque chose. C'est une blague, une formidable organisation médiatique et politique ». Il pose comme constat alarmant la simultanéité qu'il existe entre les conséquences de l'avancée de la pauvreté aggravée par le dérèglement climatique et le niveau croissant d'information des populations concernées. En réalité, le dérèglement climatique serait d'abord une histoire de pauvreté, d'impossibilité de vivre, de conflits, mais aussi d'incohérence entre les objectifs affichés des négociateurs internationaux et leur indécence vis-à-vis des réalités du terrain : « juste le temps de notre réunion, soixante-deux morts ». Pour lui, la solution est assez simple. La COP21 doit distinguer les pays émetteurs et les pays qui souffrent et faire en sorte que les premiers financent les derniers, afin de permettre un retour à la dignité de certaines régions du monde. De plus, pour assurer un avenir meilleur au continent africain, Jean-Louis Borloo propose une démarche en trois points : mettre en place une agence de gouvernance africaine, développer l'énergie renouvelable, et faire converger les intérêts du continent africain et ceux du développement durable en général : « pour une France qui est culturellement ouverte et africaine, je suis sûre qu'on va y parvenir » conclut-il.

Quant à **Marina Drummond** de Rio+, elle pointe certains aspects problématiques de toute négociation internationale sur le climat, même fructueuse. On retiendra notamment que rien ne pourra empêcher une élévation minimale de 3°C. De plus, le respect des engagements n'est pas assuré s'il n'existe pas de solidarité entre les pays une fois l'accord signé. Enfin, le plus grand défaut de cohérence et de coordination résiderait au sein même d'un pays entre sa politique environnementale, sociale, économique, politique, etc.

Les deux voix du monde de l'entreprise ont été **William Theisen** d'EcoAct et **Anne Chassagnette** d'ENGIE. Cette dernière est une entreprise particulièrement concernée par ces négociations, notamment parce que les émissions de gaz à effet de serre sont à 60% constituées d'énergie. Tous deux observent de manière générale une assez forte mobilisation des entreprises et une explosion des initiatives à l'approche de la COP21. Quant aux attentes du secteur économique sur les négociations de décembre 2015, celles-ci devraient d'une part aboutir à un accord ambitieux qui donne aux entreprises un cadre à long terme pour plans, et d'autre part encourager une transition accélérée des pays en développement vers le « dé-carbonné ».

Finalement, c'est la question du progrès qui est abordée pour conclure ce tour de table : engageons-nous autour d'une nouvelle vision du progrès, celle d'un progrès indissociable de l'enjeu climatique et qui puisse être réapproprié par chacune des populations du monde.

De gauche à droite : **Cécile Désaunay, Henry Saint-Bris, Jean-Luc Bennahmias**

Face à Face 5 : Economie circulaire, une économie du futur ?

Intervenants

M. Jean-Luc Bennahmias (Ancien député européen),
M. Henry Saint-Bris (Senior Vice-Président Marketing & Relations institutionnelles, SUEZ Environnement)

Modératrice

Mme Cécile Désaunay (Prospectiviste, Directrice des études, Futuribles)

Pour voir la vidéo : **https://youtu.be/_XZdplcg6xI**

Un des plus grands défis à la création d'une économie circulaire dans le monde d'aujourd'hui est d'essayer de convaincre les entreprises à repenser leurs procédures d'exploitation normalisées. Il doit y avoir des sociétés pionnières qui ouvrent la voie pour créer un changement généralisé dans le système. Les entreprises doivent être en mesure de voir l'avantage social et financier avant de changer leur modèle économique. Toutefois, selon M. Saint-Bris, les entreprises peuvent être convaincues de repenser leur modèle économique en sensibilisant aux avantages d'une économie circulaire, à l'avantage concurrentiel qu'il procure, et à la capacité de former des partenariats. Par exemple, une économie circulaire permet d'économiser des ressources, de créer des emplois et de réduire les effets de gaz à effet de serre.

La société est prête pour une économie circulaire parce que les citoyens comprennent qu'un changement est nécessaire. Cependant, pour qu'une économie circulaire soit un succès, toutes les économies doivent être impliquées. Selon M. Bennahmias pour que cela soit mis en place, il est temps de relancer l'Organisation mondiale du commerce (OMC) afin de faire de l'économie circulaire une priorité mondiale. En outre, selon M. Bennahmias, l'Union européenne est basée sur un système ultra-libéral sans aucune réglementation, de sorte que l'OMC doit intervenir afin d'aider les étiquettes et les règlements.

Un autre aspect important de la création d'une économie circulaire fructueuse est de repenser des idées de conception simples. La gestion des déchets est un acteur majeur dans ce domaine parce que nous devons être en mesure de recycler les produits ainsi que les ressources utilisées. Selon M. Saint-Bris nous avons besoin d'un marché secondaire des matières premières qui aiderait à accroître la productivité et le cycle de vie des ressources. Cela contribuerait également à créer un système en boucle fermée et locale. En outre, le gouvernement joue un rôle dans la réduction des déchets parce qu'il a besoin d'intervenir et de définir les déchets et de créer des lois plus contraignantes relatives aux déchets afin de limiter la quantité de ressources qui sont perdues.

De gauche à droite : **Guillaume Sainteny, Me Yvon Martinet, Philippe Leclerc**

Face à Face 6 : Un statut pour les déplacés environnementaux

Intervenants

M. Philippe Leclerc (UN High Commissioner for Refugees' Representative in France & Monaco),
M. Guillaume Sainteny (Président GS Conseil, professeur associé, Polytechnique, France)

Modérateur

Me Yvon Martinet, avocat, former Vice-Head of the bar of Paris

En 2006, le rapport Stern sur l'économie du changement climatique estimait à 200 millions le nombre de déplacés environnementaux en 2050. Pourtant, bien que ce problème soit communément reconnu, aucun statut juridique ne traite de la question du statut des personnes contraintes de migrer en raison de la dégradation de l'environnement. Quel statut pour les déplacés environnementaux ?

Pour voir la vidéo : **https://youtu.be/81pQIXsBb3I**

Idées fortes

- Les migrations environnementales ne sont pas un phénomène unique dans l'histoire, et soulèvent des questions de politiques publiques. On pense par exemple à Fukushima, à Katrina ou au tsunami de 2004. Dans de telles situations, il appartient aux États-nations d'appliquer au sein de leurs frontières le principe de précaution, mais aussi d'assurer leur mission de protection des citoyens. Un certain nombre de conséquences de la tempête Xynthia en 2010 par exemple sont imputables à des défauts du plan local d'urbanisme.
- Le problème des déplacés environnementaux dépasse le cadre de la terminologie "réfugiés climatiques". En effet, les déplacements peuvent être dus au climat, mais aussi à des catastrophes naturelles ou industrielles. Par ailleurs, ils ne sont pas nécessairement transnationaux. Il apparaît donc nécessaire de produire des conventions ad hoc, et non de se fonder sur la Convention de Genève sur les réfugiés, dans laquelle la question environnementale ne peut raisonnablement être incluse.
- Des populations ont d'ores et déjà demandé à bénéficier de ce statut en Nouvelle-Zélande : en 2013, un juge a décidé qu'aucune convention ne pouvait s'appliquer au cas des ressortissants de Kiribati et Tuvalu menacés par la montée des eaux se présentant à lui, et a néanmoins décidé de leur accorder l'asile, considérant qu'il y avait une situation d'urgence, un lien logique entre le pays d'origine et la Nouvelle-Zélande, et qu'il n'y avait pas d'autre solution.
- L'initiative Nansen (lancée par la Suisse et la Norvège) ambitionne de mettre la protection des déplacés environnementaux à l'ordre du jour international. Des conventions régionales existent (Kampala en Afrique), mais une convention internationale est nécessaire.
- Le Barreau de Paris et les Ateliers de la Terre portent le projet d'une convention définissant un cadre juridique adapté. L'objectif est de proposer à la concertation un texte portant convention internationale créant le statut des déplacés environnementaux.

Les conventions universelles souffrent généralement d'un processus de négociation difficile et d'accords souvent a minima : il est également important de créer un dialogue pour l'identification des problèmes et la recherche de solutions par le biais de forums. Si la question des déplacés environnementaux n'est pas à l'ordre du jour de la COP21, nul doute qu'elle s'imposera dans l'agenda international au cours des années à venir.

De gauche à droite : **Sonia Henry, Timothy Glaz**

Grand format 1 : Groupe Werner & Mertz : comment un fabricant de produit d'entretien intègre le principe d'économie circulaire ?

Intervenant

M. Timothy Glaz (Head of Corporate Affairs, Werner & Mertz Group, Germany)

Modérateur

Mme Sonia Henry (Directrice des programmes, Les Ateliers de la Terre ; Founder, Green Earth Influence, France)

Comment penser un modèle de développement durable qui associe les entreprises d'un même secteur ? L'économie circulaire est-elle une utopie ? Quels sont les défis de ce type de modèle ?

Pour voir la vidéo : **https://youtu.be/b_C9JAWFVYA**

Idées fortes

- Le modèle de développement de Werner & Mertz est celui d'une entreprise familiale soucieuse de l'impact environnemental sur les générations futures. Mais il est également holiste, dans la mesure où il réunit les acteurs d'une même filière afin de penser un développement durable et des énergies propres. Pour Werner & Mertz, reconstruire un siège social à empreinte carbone faible est emblématique de la responsabilité de plus en plus forte pour l'entreprise dans le domaine. Entreprise de premier plan dans la fabrication des produits d'hygiène durables, elle choisit prioritairement des partenaires avec les mêmes objectifs.
- La transparence permet le succès de l'entreprise car si le consommateur peut ignorer l'emprunte carbone évité par l'entreprise, il peut vérifier le sérieux. Ainsi, Werner & Mertz a progressivement substitué l'utilisation de l'huile palme par du colza et 100% des bouteilles de plastique en PET (Polyéthylène Téréphtalate) sont recyclées. Enfin, l'usage de conteneurs à faible impact environnemental incite Werner & Mertz à utiliser des produits d'origine végétale. Quant au coût pour le consommateur, il est relativement élevé même si le choix des distributeurs participe à la stratégie de développement.

De gauche à droite : **Cyril Adoue, Antoine Chorro**

Grand format 2 : « Les Portes du Tarn », un projet écologique industriel

Intervenant

M. Antoine Chorro (Directeur général, SPLA « Les Portes du Tarn » - SPLA 81, France)

Modérateur

M. Cyril Adoue (Consultant, Chercheur, Spécialiste de l'économie circulaire, France)

Situé au nord-est de Toulouse, le parc industriel « Les portes du Tarn » est un parc de 200 hectares ayant pour ambition de dynamiser l'activité économique de la zone tout en mettant en œuvre les principes de l'économie circulaire, se voulant ainsi un modèle en Europe.

Pour voir la vidéo : **https://youtu.be/AGj6JEV7NtI**

Idées fortes

- Le projet environnemental est le fruit d'une stratégie. Le secteur des Portes du Tarn connaît une forte croissance démographique liée au dynamisme de Toulouse, sans bénéficier de retombées fiscales conséquentes. L'idée est donc de créer un pôle pour attirer les activités ; et la démarche d'économie circulaire permet de pérenniser l'implantation des acteurs grâce à une offre originale et performante, tout en s'assurant de l'acceptabilité locale.
- L'objectif est de favoriser des synergies entre acteurs, et l'utilisation de ressources locales ou renouvelables. Ces synergies peuvent passer par la substitution, c'est-à-dire le remplacement de ressources non-renouvelables et/ou importées par des flux disponibles localement, ou la mutualisation, par exemple de livraisons, de production d'énergie, ou de collecte de déchets.
- Au sein de la cinquantaine de projets d'écologie industrielle en France, aucun ne concerne de parcs en cours de création. Le projet de recherche COPREI (Conception d'un parc selon les principes de l'écologie industrielle) associé au parc a donc pour mission de créer une boîte à outils, avec les Portes du Tarn comme terrain expérimental. Il étudie notamment les enjeux en termes de gouvernance, ou d'évaluation des performances environnementales. Parmi les projets concrets, on peut citer le réseau d'irrigation agricole situé aux alentours du parc, qui sert à la fois pour le système de défense incendie, mais aussi comme réseau d'eau brute auprès des différentes parcelles industrielles, plutôt que d'utiliser de l'eau potable, chaque fois que cela est possible. Plutôt que de mettre en place des critères écologiques réglementaires, le projet cherche à prendre en compte toutes les contraintes (techniques, économiques, …) et à trouver les bonnes recettes. La démarche est fondée sur la validation collective de chaque projet d'implantation, plutôt que sur des normes.

En associant les décideurs publics (conseil départemental, communauté de communes), économiques, mais aussi des chercheurs et des associations telles que Orée, le projet des Portes du Tarn est en phase de devenir un laboratoire de bonnes pratiques en matière d'écologie industrielle, et est un précurseur à l'échelle européenne.

De toutes les démarches d'écologie industrielle en France, seules huit sont d'ores et déjà considérées comme pérennes. Pour les autres, et celles à venir, il apparaît clair qu'en associant les décideurs publics, économiques, mais aussi des chercheurs et des associations telles qu'Orée, le projet des Portes du Tarn est en phase de devenir un précurseur à l'échelle européenne, et compte bien faire des émules.

De gauche à droite : **Nicolas Buchoud, Paul F. Downton, Carlos Moreno, Bill Dunster, Christian Dubost**

Focus 7 : Un urbanisme construit sur une préséance du vivant

Intervenants

M. Paul F. Downton (Architecte urbaniste, Ecopolis, Australie),
M. Christian Dubost (Directeur du Développement Durable, SNCF, France),
M. Bill Dunster (Architecte, Fondateur, ZEDfactory, Royaume-Uni),
M. Carlos Moreno (Conseiller Scientifique du Président, COFELY INEO, France)

Modérateur

M. Nicolas Buchoud (Fondateur et Associé Gérant, Renaissance Urbaine ; Président, Cercle Grand Paris de l'Investissement Durable, France)

« Nous aimons les animaux, mais pas tellement dans nos villes ». Cette problématique de l'inclusion du vivant en zone urbaine est centrale. Elle pose bien entendu la question des rapports entre ruraux et urbains, celle de l'écologie, de la préservation des espaces verts et l'importance de la qualité de vie dans nos villes de plus en plus connectées.

Pour voir la vidéo : **https://youtu.be/R4YTW9jgyLw**

Idées fortes

- Les agglomérations urbaines se densifient devant la nécessité d'offrir des logements et des services à la population, tout en intégrant une dimension « verte » au sein de la ville. Les zones rurales apparaissent dès lors comme un relais nécessaire à l'expansion urbaine. Agglomérations urbaines et zones rurales doivent nécessairement opérer une liaison effective. Un des grands enjeux de la ville de demain est le défi de la connectivité.
- On retrouve ici le concept de « ville vivante ». Une ville est un terrain de jeu bardé de capteurs qui mesurent toutes sortes de flux et de données afin d'adapter au mieux les politiques à court et long-terme. Le citoyen est alors un « smart citizen » qui ne se préoccupe que des problèmes essentiels et qui peut profiter pleinement de la ville.
- L'urbanisme doit intégrer une dimension plurifonctionnelle, les zones de loisirs, d'habitations et de commerces s'imbriquent entre elles. Dans cette configuration, les transports jouent un rôle clé afin de coordonner les flux de personnes et de marchandises.

L'urbanisme qui inclut la présence du vivant et dans certains cas sa préséance, est un urbanisme qui sort des dualités qui se sont installées (rural/urbain, connecté/déconnecté, zones vertes/zones grises). L'intégration des nouvelles technologies est essentielle afin de calibrer les réponses aux besoins des différents acteurs et permettre de dégager plus d'espaces dits « verts ».

De gauche à droite : **Dr Hans R. Herren, Anne Stauffer, Dr Sandrine Segovia-Kuny, Dr Jean Dupire, Arnaud Fontanet**

Focus 8 : Changement climatique et santé humaine : principales évolutions, analyse des comportements liés à la santé

Intervenants

Mme Anne Stauffer (Directrice adjointe, Health and Environment Alliance – HEAL, Allemagne),
Dr Hans R. Herren (Fondateur et Président, Biovision - Fondation pour le Développement Ecologique; PDG, Millenium Institute; Prix Nobel Alternatif 2013, Suisse),
Dr Jean Dupire (Fondateur, Nutrition Santé Bangui, France),
M. Arnaud Fontanet (Directeur, Centrer for Global Health - Institut Pasteur, France)

Modératrice

Dr Sandrine Segovia-Kueny, Auteur des Enjeux du changement climatique (France)

Si l'on pensait le changement climatique en terme de santé humaine, serions-nous plus motivés à changer nos comportements ? Avec la mobilité des populations, la dissémination des maladies infectieuses devient incontrôlable, tandis que l'élevage intensif altère profondément la santé des terres et celle des animaux, et que la malnutrition et la sous-nutrition procèdent de la surproduction agroalimentaire. A travers ce focus sur quelques enjeux majeurs que sont l'agriculture, l'eau, la nutrition, l'air ou encore les maladies vectorielles, ces quatre spécialistes démontrent à quel point notre santé et celle de l'environnement sont intimement liées.

Pour voir la vidéo : **https://youtu.be/JrRZO-HPYuQ**

Idées fortes

- **Dr Hans R. Herren : Manger moins, manger mieux**
  Nous produisons aujourd'hui à peu près deux fois la nourriture nécessaire à la population mondiale, mais nous continuons à mal nous nourrir. De façon schématique, tandis que la sous-nutrition sévit au Sud, les populations du Nord souffrent de malnutrition. La surconsommation de produits très caloriques mais peu nutritifs, provenant de terres malsaines et d'animaux maltraités, mais qui ont l'attrait d'être bon marchés et en quantité abondante sur le marché, est à la fois mauvaise pour la santé humaine (obésité, maladies) pour l'agriculture (surexploitation des terres et des animaux, pollution des eaux) mais aussi et surtout pour l'environnement dans sa globalité. Nous sommes ainsi entrés dans un cercle vicieux dans lequel tout environnement malsain produit une nourriture malsaine et réciproquement, sans compter les dégâts liés au gaspillage, qui est de l'ordre de 30% à 50% de la nourriture achetée dans les pays développés.

  Selon le docteur Herren, la solution serait la suivante : il faut changer le système des prix en faisant en sorte que ceux-ci prennent en compte l'ensemble des coûts externes. Ainsi, la consommation de produits aujourd'hui bon marchés et malsains pour notre santé et celle de l'environnement sera découragée tandis que l'agriculture « bio » et durable sera stimulée. Un système gagnant-gagnant donc, dans lequel le critère le plus important à prendre en compte sera la santé.

- **Dr Jean Dupire : l'environnement est un vivier nutritif à préserver**
  Au sein de l'association Pomme et sens, le docteur Dupire promeut une transition de nos habitudes alimentaires pour que celles-ci nous amènent à manger à la fois « agréable et bon pour la santé ». Si cette idée ne semble pas facilement applicable dans des régions du monde dans lesquelles les populations souffrent de sous-nutrition ainsi que du manque de chaînes du froid pour la conservation des aliments mais aussi des vaccins, l'expérience qu'a eu Dr Dupire en Centrafrique peut changer la donne. Il existe, dans certains lacs au niveau de l'Equateur et au-dessus de la Centrafrique, une plante naturellement présente (l'un des premiers éléments végétaux de la planète) qui permet de capter le carbone et de libérer de l'oxygène grâce à la photosynthèse, et qui dispose d'une très grande qualité nutritionnelle : c'est la spiruline. En l'associant au poisson, aliment riche en oméga 3, Dr Dupire a développé la « méthode spiruline-poisson » au sein de la population de Centrafrique. Celle-ci donne pour le moment de bons résultats et a permis aux habitants de cette région d'être beaucoup plus autonomes sur le plan de leur alimentation. Cette pratique ne pourra cependant durer que si les eaux dans lesquels poussent la spiruline et se reproduisent les poissons sont préservées. Ainsi, dans un monde où chacun explore son environnement tout en en prenant soin, il semblerait que chaque population puisse trouver un mode d'alimentation sain, nutritif et relativement autonome.

- **Mme Anne Stauffer : Pour laisser respirer l'air et le corps**
  De nombreuses études et recherches l'ont prouvé : de la malformation des fœtus aux diverses maladies cardiaques et respiratoires, la pollution de l'air nuit gravement à la santé humaine – à quoi on peut ajouter les hauts coûts qui y sont liés. Une solution gagnant-gagnant à la fois pour l'environnement et la santé humaine serait alors d'encourager les individus à entreprendre des actions simples telles que privilégier la marche à pied plutôt que de prendre la voiture.

- **M. Arnaud Fontanet: du moustique au monde entier, le danger des maladies vectorielles**
  Parmi les conséquences catastrophiques que peut engendrer le changement climatique en Afrique sub-saharienne sur la santé, la diffusion des maladies vectorielles est un phénomène très dangereux et problématique. Celles-ci sont des maladies transmises par les moustiques (chikungunya, paludisme, etc.) et dont la compétence vectorielle se trouve multipliée par l'augmentation de la température terrestre mais aussi par les dégâts de l'élevage industriel sur les terres et sur les animaux dopés aux antibiotiques. De plus, l'augmentation de la densité humaine et la mobilité des populations est un vecteur majeur de la dissémination des maladies vectorielles. Malgré les progrès que la vaccination a apportés aux populations les plus exposées à ce type de maladies, plusieurs centaines de milliers de personnes meurent chaque année - 600 000 à cause du paludisme, et ceci ne peut aller qu'en s'aggravant lorsqu'on sait que les deux tiers des maladies humaines émergentes proviennent des animaux, et que ceux-ci sont de plus en plus aptes à les disséminer dans un environnement qui se dérègle.

De gauche à droite : **Kai-Uwe Schrogl, Carine Dartiguepeyrou, Marc-Henri Desportes**

Face à Face 7 : Comment répliquer la mobilité durable ?

Intervenants

M. Marc-Henri Desportes (Directeur Général délégué Worldline, Atos, France),
M. Kai-Uwe Schrogl (Directeur du Département Politique, Agence Spatiale Européenne, Allemagne)

Modératrice

Mme Carine Dartiguepeyrou (Prospectiviste, Présidente, Uniqueness, France)

D'ici 35 ans, le transport de passagers en Europe devrait augmenter de plus de 50% et de 80% pour le transport de marchandises. Cette hausse est due à une constante augmentation de la population mais aussi des attentes des citoyens en termes de mobilité. Face aux enjeux écologiques actuels, et alors que les transports engendrent un tiers des émissions de CO2 en France, il est plus que nécessaire de trouver de nouvelles opportunités et de modifier durablement notre rapport à la mobilité.

Pour voir la vidéo : **https://youtu.be/cttmWGxTe6E**

Idées fortes

- Les défis en matière de transports durables sont donc nombreux. Il faut apprendre à rendre nos déplacements plus efficients en termes d'utilisation des transports, mais aussi de pollution atmosphérique. Ainsi, l'Agence spatiale européenne soumet un ensemble de cinq objectifs qu'il faut chercher à atteindre simultanément et non de manière séquentielle.
- A moyen terme, beaucoup s'accordent sur le fait qu'il faut commencer par "éviter la mobilité" afin de la rendre durable. En effet, il semblerait que beaucoup de trajets pourraient être évités, ce qui permettrait une meilleure utilisation des transports. A titre d'exemple, certaines études montrent qu'à certaines heures, 30% des voitures circulant à Paris ne font que chercher une place de stationnement.
- Les satellites sont un outil pour la mobilité. Ces derniers permettent en effet d'évaluer les évolutions en terme de réseaux de transports, afin d'identifier les mesures nécessaires. Ils peuvent par ailleurs permettre une optimisation des ressources existantes, notamment via les systèmes de localisation précise.
- Les systèmes de partage, tels que le covoiturage ou bien l'auto-partage permettent de mutualiser les trajets et éviter une sur-utilisation des transports particuliers par exemple. Il faut les encourager afin qu'ils se généralisent. Les voitures électriques, plus respectueuses de l'environnement sont elles aussi une alternative et un outil permettant une mobilité plus durable. Il faut poursuivre en amont les efforts en R&D pour les développer ainsi que les aides pour promouvoir leur implantation sur le marché de l'automobile.

De gauche à droite : **Henri Djombo, Tristan Lecomte, Sebastian Winkler**

Face à Face 8 : La forêt, le futur de notre société

Intervenants

M. Sébastian Winkler (Global Footprint Network),
M. Henri Djombo (Ministre de l'économie et du développement durable de la République Démocratique du Congo)

Modérateur

M. Tristan Lecomte (Co-fondateur et président de Pur Projet)

La forêt est au cœur de nombreux débats. Exploitée pour de nombreux produits, elle est une source majeure de biodiversité. Certains labels permettent maintenant de réguler son exploitation. Comment, alors, améliorer la gestion de nos forêts ?

Pour voir la vidéo : **https://youtu.be/GLO68kOi97Y**

Idées fortes

- **De l'importance de la forêt.**
  La forêt constitue un moyen de captage carbone sans précédent. De plus, la biodiversité qu'elle renferme reste inégalée. Enfin, pour les autochtones, elle représente souvent le sacré, et une source de médecine traditionnelle dans des pays où les médicaments coûtent cher. Ce sont ces arguments qui doivent être mis en avant pour souligner l'importance de la forêt et de sa conservation. Gardons en mémoire que chaque jour, 17 millions d'arbres sont abattus.

- **La certification des forêts.**
  La certification des forêts est un outil particulièrement intelligent. Il permet d'une part de limiter la déforestation, et d'aider leur régénération. D'autre part, un système de surveillance vertueux s'est mis en place. Les exploitants ont intérêt à avoir de bonnes pratiques, sinon les organisations internationales de protection de l'environnement leur feront perdre leur certification et donc leurs profits.

- **Gestion intelligente des forêts.**
  90% de la déforestation est due à l'agriculture. Une meilleure gestion des forets associée à des progrès majeurs dans le domaine agronomique peut permettre de limiter ces dégâts. L'exploitation forestière doit être rythmée de façon intelligente, et l'agriculture être la plus efficace possible pour limiter l'abattage des arbres.

Pistes d'action

- La population locale doit être impliquée dans la gestion des forêts. D'une part, elle doit pouvoir réguler la déforestation via les lois de son pays. D'autre part, des fonds doivent être alloués pour encourager les actions innovantes et les projets locaux.
- Les investissements internationaux doivent être directement implantés dans des actions concrètes sans se perdre dans les méandres de l'administration.
- L'exploitation forestière doit être mieux contrôlée et régulée. Il est primordial d'impliquer des acteurs locaux dans ce domaine, et de diriger efficacement les subventions allouées à la protection des forêts.

Malgré l'augmentation de la demande de productivité dans le domaine, l'exploitation forestière doit être mieux contrôlée et régulée. Il est primordial d'impliquer des acteurs locaux dans ce domaine, et de diriger efficacement les subventions allouées à la protection des forêts. Il s'agit de redonner une valeur à la biodiversité et la nature.

Kiti Mignotte

Anne-Cécile Ragot

Garden Talk 4 : MANA, un nouvel indicateur extra-financier

Intervenants
Mme Kiti Mignotte (Co-fondatrice, MANA Community, France)
Mme Anne-Cécile Ragot (Co-fondatrice, MANA Community, France)

Quand on veut investir de façon responsable, comment s'assurer de l'action environnementale des entreprises ? MANA propose un indice de perception des impacts environnementaux des sociétés cotées en bourse, à partir de ce qui s'en dit sur Twitter.

Idées fortes

- MANA relève en temps réel les controverses apparaissant sur le web et dénonçant les atteintes environnementales de grandes entreprises. Tout ce qui touche les internautes finit sur Twitter : c'est donc l'outil privilégié. L'algorithme comptabilise les messages et pondère ensuite en fonction du nombre de retweets, et de la crédibilité des sources (ONG, journalistes…).
- Le marché est pour MANA l'outil le plus efficace pour sanctionner les atteintes environnementales des entreprises. MANA fournit donc toutes les informations sur la crise : gravité, périodicité, filiales ciblées… et valorise des sources crédibles, pour toucher les investisseurs et analystes financiers.

La demande en investissements socialement responsables et pérennes est de plus en plus forte de la part des actionnaires : des indicateurs qualitatifs sont requis au-delà des usuels modèles statistiques. A ce titre, MANA se veut un indicateur délibérément "négatif" privilégiant le point de vue de la société civile et non des informations fournies par l'entreprise elle-même ; cet indice a vocation à se positionner au côté d'autres notations extra-financières.

De gauche à droite : **Lucien Pambou, Caroline Vuillemin, Luc Hermann**

Garden Talk 5 : Responsabilité des médias face à l'urgence des enjeux de la COP21

Intervenants

M. Luc Hermann (Directeur Premières Lignes),
M. Lucien Pambou (Rédacteur Associé, Géopolitique Africaine)

Modératrice

Mme Caroline Vuillemin (Directrice des Opérations, Fondation Hirondelle)

Le débat sur le changement climatique n'a qu'une importance résiduelle dans les médias. Ceci est vrai également des décisions majeures à l'attention du grand public. Comment en marge de la COP21, le rôle des médias en ce sens peut-il être réhabilité ?

Idées fortes

- La COP21 est une question facile, mais difficile en même temps. Elle est facile, car elle fournit le contexte pour discuter du problème du changement climatique et de se mettre d'accord sur les solutions. Elle est difficile, cependant, parce que c'est un sujet que personne ne comprend complètement.
- Nord et Sud sont par ailleurs différemment affectés par les questions environnementales. L'Afrique par exemple porte plus d'attention au défi du développement durable qu'à celui du changement climatique. Alors qu'au Nord l'ambition est de réduire le réchauffement climatique, au Sud on cherche à s'y adapter.

Le rôle d'informateurs des médias sur le réchauffement climatique doit prendre plus de place, d'autant que le sujet attire le grand public sur les problématiques qui le concernent. Par ailleurs, les disparités d'impacts du réchauffement climatique entre les régions doivent être mieux considérées.

Garden Talk 6 : Citoyens, ONG, Entreprises : qui influence qui ?

Intervenants
M. Bruno Rebelle (Directeur de Transitions, Président de Planète Urgence, ex-exécutive à Greenpeace France et Greenpeace International),
M. Fréderic Bardeau (Co-fondateur et PDG de Simplon.co),
M. Pierre-Samuel Guedj (Président et Fondateur de Affectio Mutandi)

Le citoyen développe de nouveaux leviers de recherche en responsabilité réputationnelle ou juridique, motive des pétitions en ligne, interpelle sur Facebook, utilise le crowdfunding pour porter ses projets. L'entreprise s'appuie sur de nouveaux partenaires (tels que les ONG) et mobilise les compétences de ses salariés en quête de reconnaissance individuelle et d'engagement participatif. Du plaidoyer en ligne aux nouveaux modèles collaboratifs (hackathon), la transition digitale modifie les réseaux d'influence entre les différents acteurs de la société.

Idées fortes

- Avec les générations X et Y, il y a de plus en plus de pétitions signées en ligne et de mobilisations collectives contre les impacts négatifs des entreprises.
- Chacune des trois parties prenantes (ONG, entreprises, et citoyens) a sa logique propre et le succès d'un partenariat des trois parties prenantes dépend du juste équilibre établit entre chacune.
- Il existe différents leviers pour influencer les entreprises : la confrontation, le chantage, ou la discussion pour une transition étape par étape construite sur un dialogue.

Plutôt que de rentrer en conflits, les ONG, les citoyens, et les entreprises doivent créer des synergies et collaborer.

De gauche à droite : **Frédéric Bardeau, Pierre-Samuel Guedj, Bruno Rebelle**

De gauche à droite : **Didier Acouetey, Frank Aswani, Eric Bazin, Benoit Le Bars**

Focus spécial : Quels sont les leviers pour une Afrique efficace ?

Intervenants

M. Didier Acouetey (Président AFRISEARCH),
M. Frank Aswani (Vice-président et directeur des relations stratégiques, African Leadership Academy),
M. Benoit Le Bars (Fondateur et Managing Partner, Lazareff Le Bars),
M. Christian Kamayou (Fondateur de MyAfricanStartUp)

Modérateur

M. Eric Bazin (Co-fondateur des Ateliers de la Terre)

L'éducation, la formation et l'entrepreneuriat sont les principaux leviers de développement pour une Afrique innovante et efficace. Actuellement, les taux de chômage sont entre 80-90% dans de nombreux pays africains. Ces taux de chômage touchent principalement les jeunes en Afrique, 70% des Africains ont moins de 30 ans. Le talent existe en Afrique, mais les infrastructures nécessaires pour développer ces talents ne sont pas construites. Ce qui doit changer, c'est le système d'éducation dans son ensemble. L'Afrique a besoin d'innover, de s'adapter aux exigences d'aujourd'hui et d'enseigner aux élèves les compétences dont ils ont besoin pour les emplois et les industries qui doivent encore être créés. Le système d'éducation doit aussi insuffler aux Africains l'esprit d'entreprise. La jeunesse joue un rôle majeur dans l'élaboration de l'avenir de l'Afrique, tributaire de jeunes entrepreneurs qui vont changer et façonner les industries de demain. Le système d'éducation doit également aider les étudiants et les jeunes en leur donnant accès à des ressources pour accompagner leurs initiatives entrepreneuriales.

Pour voir la vidéo : **https://youtu.be/caclzSgOprE**

Idées fortes

- L'African Leadership Academy (ALA) est une institution unique d'éducation en Afrique. ALA prend les plus brillants étudiants de milieux différents à travers l'Afrique, indépendamment de leur situation financière. En inscrivant des étudiants de toute l'Afrique, de différents milieux et de différentes cultures, ALA enseigne à ses élèves comment travailler ensemble en tant qu'Afrique unie. ALA met en avant une éducation entrepreneuriale et demande à ses élèves de devenir des entrepreneurs en parallèle de sa formation. Chaque élève doit créer et démarrer un modèle économique de travail qui est ensuite présenté à un panel d'investisseurs potentiels.
- Une limitation du dynamisme entrepreneurial est la difficulté que de nombreux jeunes Africains ont à trouver l'accès à des ressources pour les aider à créer et gérer une entreprise. M. Le Bars a évoqué la difficulté de nombreux Africains à naviguer dans les réseaux juridiques difficiles, en particulier lors de la création d'entreprises dans de nombreux pays africains. En fournissant des conseils juridiques et de l'aide aux entrepreneurs, ils rencontreront le succès plus rapidement et ils auront la possibilité de créer un plus grand impact en Afrique.

Grand Témoin 4

Intervenant
M. Gérard Mestrallet (PDG, Engie)

Le récent changement de marque et le nom de GDF Suez à Engie représente un changement phare, non seulement au sein de la société, mais au sein de l'ensemble du secteur énergétique. Aujourd'hui, les entreprises de l'énergie ne sont plus seulement des fournisseurs de services publics et les produits de base, mais les fournisseurs de solutions à leurs clients. M. Mestrallet espère qu'Engie va maintenant être à la pointe de ce changement, ce qui porte son entreprise dans un nouveau monde d'opérations, décarbonées, décentralisées et numérisées.

Pour voir la vidéo : **https://youtu.be/lHVnunp4XyU**

Le secteur de l'énergie, en particulier en Europe, a vu la consommation d'énergie non seulement se stabiliser, mais se réduire en se dirigeant notamment vers la recherche et le développement des énergies renouvelables, loin des sources classiques, en essayant de contourner l'énergie nucléaire. Pour cette raison, le marché de l'énergie renouvelable représente un énorme potentiel à la fois en Europe et dans le reste du monde.

Comme l'industrie se développe à l'échelle internationale, les pratiques commerciales se trouvent décentralisées, en priorisant la responsabilité et l'expertise des équipes locales. Les cadres régionaux ont plus d'autonomie dans la gestion et les décisions, ce qui rend les régions et les pays maîtres de leurs propres énergies et des transitions économiques.

Les entreprises du monde entier commencent à comprendre les risques inhérents au changement climatique, car une catastrophe climatique se traduira également par un désastre économique. Des sociétés telles que Engie auront un rôle important à jouer dans la prochaine Conférence des Nations Unies COP21 sur les changements climatiques, mais les Etats doivent s'engager véritablement dans la mise en œuvre d'un mécanisme de taxe carbone. Même si le leadership d'Engie et d'autres sociétés d'énergie est vitale, la responsabilité finale incombe aux gouvernements pour prendre des mesures et prendre des décisions pour l'avenir environnemental de la planète.

Bien que le but des compagnies d'énergie, parmi lesquelles Engie, soit avant tout de rentabiliser la production d'énergie, elles doivent néanmoins le faire de manière responsable, en mettant à la fois l'accent sur les alternatives renouvelables et sur l'adéquation aux besoins locaux. Comme l'a déclaré Gérard Mestrallet, si le changement climatique n'est pas pris en charge par toutes les parties, il se traduira par un désastre économique environnemental pour le monde.

De gauche à droite : **William Bourdon, Jean-Marc Borello, Adam Baïz, Mario Pezzini**

Allocution de clôture : Tous acteurs de la rupture : vers un nouvel équilibre ?

Intervenants

M. Jean-Marc Borello (Président du Groupe SOS),
M. William Bourdon (Avocat au Barreau de Paris, Président de l'Association Sherpa),
M. Mario Pezzini (Directeur du Centre de Développement de l'OCDE de l'Italie)

Modérateur

M. Adam Baïz (Doctorant, Mines ParisTech)

Face aux urgences climatiques, des changements et des actions concrètes sont nécessaires et possibles. De nouveaux modes de vies commencent d'ailleurs à s'installer dans les territoires. Afin d'établir un changement durable, faut-il réinventer une vision de l'équilibre de nos sociétés (écologique, aménagement des cadres de vie, économique, etc.) ?

Pour voir la vidéo :
https://youtu.be/TI1iv0g2cFM

Idées fortes

- **La vraie signification du terme rupture : vers une nouvelle forme de richesse**
  Dans un contexte de crise du modèle actuel de société, il est de la responsabilité de chacun d'inventer des formes de rupture collectives qui permettraient de ré-inventer le vivre-ensemble. Ce nouveau modèle pourrait être impulsé par de nouveaux indicateurs qui, au lieu de calculer la richesse économique pure comme le PIB, calculeraient le bien-être de tous. Cela propagerait de nouveaux modèles d'entreprises, responsables de leur impact social et écologique.

- **La difficulté du changement dans un monde complexe et dominé par les sphères concurrentielles**
  Le monde est aujourd'hui dominé par le monde privé : ces acteurs issus des sphères concurrentielles ont plus de moyens que les associations et sont ainsi en position d'imposer leur vision du monde. Par exemple, les événements censés inventer de nouveaux modèles de sociétés sont financés par des entreprises qui n'y ont aucun intérêt financier. Il y a donc urgence à inventer une vision pour l'avenir, une nouvelle éthique à travers une rupture qu'elle soit systémique ou épistémologique.

- **La période actuelle présente des chances inouïes de changement**
  Une période de crise est une période rêvée pour mener une transition : les intervenants parlent donc d'une nécessité à rebattre les cartes, reconstruire les règles pour améliorer la capacité à vivre ensemble. Quand le modèle en place, celui qui voyait l'efficience du marché comme l'unique moyen d'atteindre la prospérité, est en train de montrer toutes ces failles, c'est l'occasion rêvée pour inventer une nouvelle société.

Si l'occasion est idéale pour inventer un nouveau modèle, une prise de conscience globale est nécessaire pour que chaque acteur (entreprises, citoyens, politiques) comprenne sa responsabilité à créer la rupture vers un monde durable. Cela pourrait prendre forme à travers plusieurs actions: la création de nouveaux indicateurs de richesse et d'une nouvelle éthique qui se propagerait à travers des institutions telles l'école, l'entreprise ou les médias.

Cet enjeu semble d'autant plus d'actualité au regard du plan d'action public pour la planète créé par l'ONU qui met en avant l'importance de la participation du monde privé (« un réservoir de milliers de milliards de dollars ») l'accès de tous à une éducation de qualité et l'évaluation de résultats pays par pays. Vers un nouveau équilibre, donc…

L'équipe des Ateliers de la Terre (de gauche à droite) : **Angelina Colombani, Carlos Celada, Caroline Picaud, Gilbert Azzam, George J. Gendelman, Eric Bazin, Sonia Henry, Antoine Bonnamy**

Nous souhaitons remercier tout particulièrement les membres du comité d'orientation :

Jérôme Auriac, Sonia Bahri, Gilles Berhault, Jérôme Binde, Dominique de Courcelles, Marie-Annick Darmaillac, Valérie Martin, Ghislaine Hierso, Robert Bell, Sylvain Lambert, Sophie Chambon, Guillaume Loge, Alexandre Brailowsky, Anada Tiega, Nicolas Imbert, Hervé Letreut , Yann Queinnec, Paul Ginies, Blaise Duault, Caterina Romanelli, Patricia Savin, Elizabeth Thompson, Michèle Pappalardo.

Note

La présente synthèse a été écrite par douze étudiants issus de grandes écoles et d'universités françaises et américaines. Cette commission étudiante, souhaitée par les Ateliers de la Terre, témoigne de sa confiance en la jeunesse pour la conduite de la transition écologique de nos sociétés.

General reporter

Adam Baïz (Chargé d'études sur la transition énergétique au Ministère de l'Ecologie)

Rapporteurs

Hadia Baïz (Sciences Po Paris)
Céline Cael (Sciences Po Lille
Gibran Freitas (Université Paris Ouest La Défense)
Jenna Iori (Ecole Polytechnique)
Whitney McVay (The American University of Paris)
Arnaud Ngadja (Sciences Po Paris)
Martín Ossandon (Sciences Po Paris)
Dimitri Pilenko (The American University of Paris)
Mathilde Poret (Sciences Po Paris)
Hugo Ruiz (Sciences Po Paris)
Hope Stewart (The American University of Paris)

Under the High Patronage
of Mr François HOLLANDE, Président of the French Republic

REPORT

GLOBAL CONFERENCE 2015 - **Xth edition**

"All actors of rupture?"

the planet workshops
New Ideas for a New World

8 juin 2015

ParisClimat2015

Objectif OCEAN

Déclaration de Paris – 8 juin 2015

La présente déclaration a été initiée le 8 juin 2015, à l'issue du colloque organisé par Green Cross à l'Agence Spatiale Europeenne, à Paris, pour la Journée Mondiale des Océans.

Préambule – océan, homme et climat

Les contributeurs, dans leur grande diversité, ont identifié une feuille de route partagée, pour évoluer vers une démarche opérationnelle de réconciliation entre le développement d'écosystèmes fertiles et diversifiés et la capacité à apporter des éléments de réponse aux enjeux humains. Nous n'avons pas d'autre choix que d'obtenir un accord global sur le climat lors de la conférence ParisClimat2015, qui comporte des engagements forts et chiffrés concernant les océans. Cet accord passe par une mobilisation précise des dirigeants des différents états de la planète, des acteurs économiques et de la société civile, autour de propositions. Des solutions efficaces ont déjà fait leurs preuves pour préserver la santé de l'océan, en particulier dans le domaine du climat, et peuvent être mises en place dès maintenant. C'est l'objet de la présente déclaration, structurée autour de propositions fortes et consensuelles dans quatre domaines prioritaires :

- Gestion harmonisée des activités littorales,
- Alimentation et Santé des Océans et des Hommes,
- Transport et navire et futur,
- Sécurité et surveillance pour le développement durable.

PROPOSITION 1	GESTION HARMONISEE DES ACTIVITES LITTORALES
Constat	Les littoraux sont des zones sensibles et attractives. L'augmentation et la diversité des usages côtiers et marins est source de tensions, voire de conflits. Le changement climatique a des conséquences sur les littoraux (élévation du niveau de la mer, phénomènes climatiques, perturbation des écosystèmes) contre lesquelles les populations locales sont souvent désarmées. Il s'agit de concilier les enjeux socio-économiques et la préservation de l'Océan.
Proposition	Développer des groupes d'économie circulaire qui rassemblent et facilitent le dialogue entre acteurs publics, professionnels et usagers de la mer et associations environnementales.
Engagements et voies de réalisation	1. Mettre en œuvre les outils de gestion intégrée et de planification spatiale maritime selon les principes directeurs pour un dialogue constructif avec les parties prenantes, les recommandations des Nations-Unies, de l'Union Européenne et des groupements de collectivités locales. 2. Développer en partenariat avec les parties prenantes les Aires Marines Protégées qui démontrent la pertinence d'une reconquête des écosystèmes en lien avec le développement économique local. 3. Considérer l'espace marin comme espace foncier propice aux activités humaines, dans le respect des écosystèmes marins, pour améliorer les conditions de vie des populations et compléter les écosystèmes terrestres (énergies marines et renouvelables en mer notamment). 4. Mobiliser plus et mieux des compartiments identifiés du Fonds Vert pour l'Environnement Mondial, les mécanismes REDD+ et liés au carbone stocké dans les écosystèmes marins, pour accélérer les réductions d'émissions avant 2020, contribuer à la reconstruction des écosystèmes littoraux et à l'atteinte des objectifs de croissance des marines protégées. 5. Renforcer localement la résilience des populations humaines côtières vulnérables, par des mesures concrètes localement les plans d'adaptation nationaux.
PROPOSITION 2	**ALIMENTATION ET SANTE DES OCEANS ET DES HOMMES**
	Le changement climatique et certains comportements humains ont des impacts négatifs sur l'Océan et sur ressources essentielles tant pour l'équilibre climatique que pour nourrir et soigner l'Humanité. L'exploitation [illegible]ble des ressources, indispensable, doit donc être mesurée mais aussi protégée des effets du changement [illegible] expliquée au consommateur pour qu'il adapte son comportement. Elle doit permettre de préserver [illegible] dans une logique durable et renouvelable. [illegible]ique pour identifier l'empreinte de chaque activité humaine sur l'océan et [illegible] études d'impacts et la consultation informée des parties prenantes pour une gestion et une préservation [illegible]rties prenantes pour une gestion et une préservation [illegible]levées ou cultivées. [illegible]spécifiquement l'impact du changement [illegible]

Table of contents

Plenary session: opening 74
Keynote Speech 1: «We is stronger than I» 76
Garden Talk 1: Women and sustainable issues 77
Garden Talk 2: The importance of the Circle in the Amerindian vision 78
Garden Talk 3: Green jobs, a source of employment 79
Focus 1: Which perspectives for a tax free green energy? 80
Focus 2: The innovative seed revolution as a tool for sustainable agriculture 82
Face to face 1: Energy and local production 84
Face à Face 2: The access to land property: a major stake for public policies 86
Best practice corner 1: The relationship with stakeholders at the heart of social responsibility 88
Best practice corner 2: The Bluezone, technology serving territories 90
Keynote Speech 2 91
Evening reflection: A militant spirituality for the empowerment of citizens 92
Focus 3: Risk identification for the « prescribers » of our economy 94
Focus 4: Sustainability? Solutions are still to be invented for financial actors 96
Face to Face 3: Should we systematize Impact Investing? 98
Face to Face 4: How to develop Socially Responsible Investing with General Public? 100
Favorites of The Planet workshops and NOISE Association 102
Keynote speech 3 104
Focus 5: Why is circular economy not applied more widely? 106
Focus 6: What will make COP21 a success? 108
Face à face 5: Circular Economy: a Model for our Future? 110
Face à face 6: A status for environmentally displaced people 112
Wide format 1: Werner & Mertz Group: How a cleaning product industrial integrates the principles of circular economy? 114
Wide format 2: «Les Portes du Tarn», a green industrial project 116
Focus 7: «A planning built on a precedence of living» 118
Focus 8: Climate change and human health: main evolutions, perception of the risks and determiners of health behaviors 120
Face to Face 7: How to replicate sustainable mobility? 122
Face to face 8: Forests, the future of our society 124
Garden Talk 4: MANA, a new extra-financial index 126
Garden Talk 5: The Role of Media in Face of the COP21 127
Garden Talk 6: Citizens, NGOs, Firms: who influences who? 128
Special Focus: What Levers for an Efficient Africa? 130
Keynote Speech 4 132
Closing plenary session: All actors of rupture: towards a new balance? 134
Note 136

60 nationalities represented

+ than 550 participants

122 speakers

55 journalists accredited

36 sessions, meetings and other moments of exchange

3 days of debates

The Xth Global Conference edition - **«All actors of rupture ?»** - took place in the exceptional surroundings of the Domaine de Chantilly during the 6th, 7th and 8th of July, 2015. Many things were said. And because it was all about taking action, here is a synthesis of the main ideas organised by three action verbs.

1. Spread the knowledge

Spread the knowledge about the environmental issues, about the damage we are causing, and more particularly about the solutions we can provide. Spread the knowledge because ignorance makes us unadapted, unfair and dangerous to ourserlves. Therefore, it's essential to make a clever and extensive use of the digital revolution we're going through. Connecting objects, connecting people, and connecting ideas in an economy where data should become a common good in order to really emulate new solutions.

Much stress has been put on the notion of indicators, because the way we see the world influences a lot the way we decide and behave. So in order to change our automatisms, we need to reshape our indicators of GDP, but also of job, health, profitability, social links, etc. With new indicators combining both justice and rithness, we will be able to grasp the real potential and fragility of our reality.

To reach that purpose, States have a key role to play in the spreading of knowledge to firms, to associations and most importantly to the youth via their educational systems. It has become urgent to teach not only concepts to the students, but also practical and empirical abilities in order to stimulate creativity and entrepreneurship.

2. Make people, firms and States responsible for their actions

We have to understand and make people understand that our world is interconnected and that our fate is common from now on. However, we should not throw ourselves into alarmism, guilt or the nostalgia of a lost Eden. Even if it sounds anthropocentric, we should insists on all the daily and tangible aspects of sustainable development: the air we breathe, the water we drink, the meat we eat (or not), our mobility, our housing, our health, peace and social cohesion for instance.

What is more, to make people responsible and accountable for their actions, we should give more power to local entities and not systematically prioritize gigantic plans, whether energetical, financial or social ones. As a matter of fact, it's hard to feel responsible of something if you have absolutely no power on it. To boost change, let's learn to trust individuals and local entities, let's learn to adapt to the specificities of any context, and let's learn to make ideas and solutions emerge from the inside.

3. Create enthousiasm

Create enthousiasm because having data and a sense of responsibily is rarely sufficient to trigger action. The notion of enthousiasm is all the more essential because sustainable development, in many minds, still suffers from an austere, punitive or utopian image. To create enthousiasm, there is much more efficient than financial incentives and awareness campaigns: mentoring. Mentoring is about advising, enhancing, and giving a meaning to our efforts. Most importantly, mentoring is about showing a possible path to follow.

Who does not feel inspired, enthousiastic and motivated before entrepreneurs telling and embodying their stories, and describing their observations, failures, trials and success?

To really boost enthousiasm, it's crucial to show how we can change thing, step by step. Let's promote and enhance all the local initiatives in the fields of social, economic and technological innovations, and let's embody them to encourage people to do the same.

George J. Gendelman

Plenary session: opening

Speakers

Mr George J. Gendelman, (co-founder of the Planetworkshops),
Mr T8aminik Rankin, (spiritual leader and Algonquin hereditary chief), for the opening speech,
Mr Gilles Grapinet, (CEO Worldline, Atos),
Mr Bernard Stiegler (Philospher),
Mr Lionel Zinsou (Prime Minister, Republic of Benin),
Mr Jean-Paul Delevoye (President, Social and Environmental Council)

Moderator

Mr Nicolas Imbert (Executive director, Green Cross France et territoires)

Our society must evolve. New obstacles appear, as the financial crisis or the Fukushima nuclear accident. It shows the limits of the current society, and generates many ideas to find a new, viable, social and economic model, more respectful of mankind and of the environment. In this context, the Global Conference gathers all actors of the rupture. Africa holds a very special place in this gathering, thanks to the continent's great and innovative ideas.

To see the video :
https://youtu.be/xPi-EyuVWiQ
https://youtu.be/hksTg7JjdgA

T8aminik Rankin

Lionel Zinsou

From left to right: **Nicolas Imbert, Bernard Stiegler, Jean-Paul Delevoye, Gilles Grapinet**

Key ideas:

- Gathering actors through an efficient coalition. The resource shortage is not compatible with the private sector's domination anymore. Some needs can be satisfied only by local structures independent from the market. By gathering private actors and associations, while placing public authorities as a moderator, it is possible to use efficiently all profitable resources and to promote innovative ideas at the source, locally and globally.
- Knowledge is a source of power. New technologies and the information they provide allowed us to solve problems which would make us clueless so. However, these data must be given a status and a value. The digital place, which is currently growing, has to be regulated and taxed, just as land and sea areas are.
- New technologies bring a new economy based on flows and digital information. Communication has no limits, and neither do ideas have nationalities. The world is not dominated by governments anymore. The domination seems to belong to communities and groups gathered by ideas and beliefs. Will the world regulation remain in the states' hands or will it be taken over by societies or megalopolis?

Plan for action:

- Above all, we must regain control over data. We must avoid a creation of a disastrous entropy. An organization and a structuration of the big data space available could allow us to improve its use, to control it and to create profits based on taxes.
- The people must be at the center of considerations. In a society based on automation, only humans can think out of the box. By willingly stopping their automation, people can have innovative ideas, which are essential to allow us to change the current system in depth.
- The link that binds humans to the Earth has to be taken into consideration once again. Algonquin spirituality and the Pope's encyclical underline the importance of respect for nature. There is enough room on Earth for all of us, but we must be more organized and live together.

Technology brings us a new primary resource: information. Its value is strategic through the metamorphosis of our society. But it raises the question of its regulation and possession. New forms of organization have to emerge. This change must always be carried out with respect for others and nature.

From left to right: **Christian Courtin-Clarins, Rémi Gouin**

Keynote Speech 1: «We is stronger than I»

Speakers

Mr Christian Courtin-Clarins, Chairman, Clarins Group (France)
Mr Rémi Gouin, Project Manager, Natural Resources Stewardship Circle - NRSC (France)

«We do not inherit the earth from our elders, we borrow it from our children.»

To see the video : **https://youtu.be/hB5EiqPGwZg**

The experience of Christian Courtin Clarins began during a trip to Australia. Christian C. Clarins was president of Clarins Group back then. He stayed in an Aboriginal camp, accompanied by four executives of cosmetics companies. Two necessities will emerge: protecting natural resources, essential to the manufacture of their products and linking actors around different resources, to better exploit them.

The Clarins Group is committed with 25 other companies from the NRSC (Natural Resources Stewardship Circle), to enable growers to practice their trade in better conditions, from a financial and ecological point of view. Farmers gather in cooperative, ensuring a minimum resale price of resources. This grouping provides them greater room for negotiation, with buyers especially.

This consultation allows business leaders to draw up observations that are binding all parties, as well as motivating reflections and actions more easily. The commitments of the different companies on different projects are based on volunteerism.

Sonia Bahri

Jacqueline Jumbe-Kahura

Garden Talk 1 : Women and sustainable issues

Speakers

Mrs Jacqueline Jumbe-Kahura, Founder, Lifting the Barriers (Kenya)
Mrs Nathalie Meusy, Head of the Coordination Office on Sustainable Development, European Space Agency - ESA (France)

Moderator

Mrs Sonia Bahri, Chief of the Scientific Policies section, UNESCO (France)

The place of women in our societies is still an important topic, including in regards of sustainable development matters. For many people, sustainable development will occur through the acquisition of technical knowledges and the mastery of technologies. However, women are under-representated in all technological and scientific fields, whereas they constitute more than 50% of the population. Thus, only 30% of researchers in the world are women.

Moreover, and despite many changes, women have to face in their everyday life issues related to sustainable development, particularly in emerging countries. Indeed, as mothers, housewives or through agriculture, they play a major role in natural resources management, especially water. Moreover, they handle a large part of the informal economy. It is therefore essential to educate them particularly to sustainability issues.

This must happen through the achievement of two main objectives. First, we must enable access to education for all girls in emerging countries. Second, we must learn to teach sustainable development, issues it raises, and the means to contribute.

T8aminik Rankin, Marie-Josée Tardif

Garden Talk 2: The importance of the Circle in the Amerindian vision

Speakers
Mrs Marie-Josée Tardif, Journalist
Mr T8aminik Rankin, Algonquin Hereditary Chief

The circle is a universal symbol, with a significance shared across cultures and religions. It can connote rebirth, wholeness, and eternity. Throughout the Planetworkshops' Global Conference many speakers discussed the idea of a "circular economy" and how its restorative attributes contribute towards the idea of sustainability in business.

As demonstrated by Chief T8aminik Rankin and Marie-Josée Tardif, the circle in Amerindian vision carries both ceremonial and ideological meaning. Marie-Josée Tardif explained that the circle is representative of feminine teachings and energies, as epitomized by the round shape of a pregnant mother about to bring life into the world. While the masculine energy exemplifies movement, competition, and logic, the feminine energy is calm, reflective, and desirous of harmony. The circle represents a hidden inner life, as well as the ability to absorb and overcome obstacles.

The circle ceremony revealed these experiences, as several rows of individuals were formed around important cultural objects and asked to reflect upon the sensation of being one part of a greater whole. The inner circle of individuals was then removed, followed by the confiscation of the cultural objects, leaving those remaining with nothing left upon which to focus or congregate. The purpose of the circle and its story was to explain the value of ceremony and how it can be utilized in both professional and personal settings as a way of binding individuals together, creating stronger bounds based upon shared focal points and purpose.

1er plan: **Samir Abdelakrim**
2nd plan: **Stanislas Pottier**

Garden Talk 3: Green jobs, a source of employment

Speakers

Mr Samir Abdelkrim (Entrepreneur, innovation consultant and on-the-ground blogger),
Mr Stanislas Pottier (Head of Sustainable Development, Credit Agricole S.A. France)

The lack of infrastructures in Africa is significant. However, thanks to innovation and digital technology, the African youth has the necessary tools to generate green jobs.

To develop, Africa needs better access to electricity. To solve this problem, instead of receiving financial assistance from European and American governments, Africa must develop its power infrastructures through a myriad of profitable startups.

What is more, the future of Africa will depend on decentralized jobs. Green jobs in Africa won't be created by large multinationals. Rather, African entrepreneurs who will innovate towards sustainable solutions will participate in the green economy.

Last but note least, fund raising will be done differently for these new startups. There will always be international funds such as the carbon tax fund or the European funds to invest in green jobs in Africa. But individual to individual financing, such as crowdfunding will take place little by little. However the problem with crowdfunding is the lack of monitoring, support and training to accompany entrepreneurs.

From left to right: **Robert Bell, Mrs Corinne Lepage, Ahmed Baroudi, Christian de Perthuis**

Focus 1: Which perspectives for a tax free green energy?

Speakers

Mrs Corinne Lepage (Cap21 /LRC President),
Mr Robert Bell (Professor of Economic, Brooklyn College),
Mr Abdoulaye Baldé (Minister of environment, Senegal),
Mr Ahmed Baroudi (founder of SIE, investment fund in Africa),
Mr Christian de Perthuis (professor at Dauphine and founder of its green economy chair)

Transition from fossil energies (oil, coal…) to renewable ones (such as solar energy or wind power) is a major challenge for sustainable development. Diverse strategies can be implemented to provide incentives and support to this transition, among which defiscalisation of "green" energies. Is it really a solution?

To see the video : **https://youtu.be/VYdBsqC7ZMo**

The polluter-payer principle has not proven to be very effective when it comes to energy. A tax cut, however, creates money directly available for investers, with fewer intermediates than tax redistribution. It is important to facilitate private investment, and the real power lies in a low cost energy, particularly for Southern countries.

The EU carbon market has not really been properly working since 2008, for different reasons including governance issues with 28 countries. The price set on CO2 is too low, and does not incite to reduce gas emissions. Some argue that it would need to be combined with a carbon tax. Nevertheless, cap-and-trade mechanisms could not work in Southern countries where the administration is too weak, facing big polluting companies.

One of the missions for COP21 will be unifying carbon tax, which corresponds to the collective value assigned to climate. This solution seems to be the fastest one in order to reach IPCC's objectives. One could imagine a bonus-malus system, using as a central value the mean of emissions per capita, thus taking into account every citizen's equality regarding carbon emissions.

According to Jean de Perthuis, such a bonus-malus system, with a price set at $7 per ton, could finance $1000b. Every possible option needs to be considered when confronted to the emergency of environmental challenges, and these options can also be combined, going beyond ideologies. One could also imagine a system of differentiated VAT depending on the mode of production. And in order to ensure that the growth of emerging countries will not be to the detriment of the environment, it is crucial to encourage not only North-South technology transfers, but also South-South cooperation.

The reduction of greenhouse gases emissions must happen through the development of renewable energies, which would be undoubtedly enabled by their defiscalisation. However, we cannot afford to narrow our tool-box: defiscalisation is to be associated with other economic tools, such as carbon tax, or cap-and-trade.

On July, 22nd 2015, the French Parliament passed a bill on energy transition, aiming among other things at reaching 32% of renewable energies in energy consumption by 2030. To implement this goal, it seems necessary to study all possible economic instruments, as is currently doing the Comity for Ecological Fiscality. That is the only way to ensure that strong decisions will be made during COP21, and that climate change can be tackled.

From left to right: **Louis Albert de Broglie, Marie Haga, Hassini Tsaki, Pascal Hudon**

Focus 2: The innovative seed revolution as a tool for sustainable agriculture

Speakers

Mrs Marie Haga (Executive Director, Global Crop Diversity Trust, Norway),
Pr Kojo Amandor (Deputy Director, Institute of African Studies, Ghana),
Mr Xavier Beulin (President, National Federation of Agricultural Holders' Union, France),
Mr Hassini Tsaki (Academic Research Director, Oran University –RITE Laboratory, Algérie),
Mr Pascal Hudon (President, Fédération de la relève agricole du Québec – FRAQ, Canada)

Moderator

Mr Louis Albert de Broglie (President, Deyrolle pour l'avenir, Président of the Scientific Committee, Fermes d'avenir, France)

What are the advantages of the seed revolution allowing sustainable agriculture? What are the agricultural models in developed countries and in developing ones? There is an important stake not only due to agriculture bringing food security, but also soil security. What are the negative externalities of agriculture regarding diseases or food waste, and what about soil impoverishment? How to distinguish invention and innovation in agriculture from Neolithic selection to the outreach of the "variety" concept under the Vichy regime in France, or the "patenting" one in the eighties?

To see the video : **https://youtu.be/fjgUbgmXU5k**

Three main ideas:

- According to Hassini Tsaki, developing countries are experiencing the "rural bleeding" that developed countries have been having for a long time. In thirty years, the rural population of Northern countries has decreased from 50% to 15%. Participative agriculture is a solution to this problem. In developing countries, there are still homelands such as oases in which crop varieties adapting to arid areas has been civilizational. Yet, the breakdown of the rural world in these societies means the loss of accumulated knowledge. Concerning developed countries, farmers' suicides, notably in France, reveal that the current model is out-dated.
- In Quebec, the rural world is suffering from land speculation, which makes credit refund a priority for farmers, rather than the diversity of crops and seeds. For this reason, Pascal Hudon deems public intervention necessary.
- The seed revolution is not the one with high productivity but rather high nutrition rate. The Global Crop Diversity model is based on this. Domesticating mountain crops, which require less water, must be accessible to all farmers and there is no need for genetic modifications. This is one of the reasons why seed banks are useful. Xavier Beulin reacts to this claim by reminding the 2 billions euros seed weight in France, and points out that the performance of industrial agriculture is not less of a necessity.

From left to right: **Pascal Mauberger, Guillaume Duval, Myriam Maestroni**

Face to Face 1 : Energy and local production

Speakers

Mrs Myriam Maestroni (Founder and CEO, Economie d'Energie SAS),
Mr Pascal Mauberger (CEO, McPhy Energy)

Moderator

Mr Guillaume Duval (Redactor in chief, Alternatives économiques)

A profound change in distribution system is needed to energetic transition. The energy production cannot be any more massive and central. How is it possible then to product efficiently the energy we need?

To see the video : **https://youtu.be/Z9_LZTtQG8E**

Key ideas:

- The energy we save the most is the energy we don't consume. The problem of energetic dependency is highly connected with energetic efficiency. We need to emphasize the importance of energy savings. The environment-friendly buildings must become the standard. The people owning their dwellings must be sensitized to this subject. Is it possible to have people save energy and renovate their houses without any legislative constraint?
- The need to storage energy. Renewable energies allow a clean energy production based on environment and natural phenomena. But these sources are inconstant. With a massive introduction of renewable energies on the grid, the power distributed becomes highly sensible and more and more instable, due to periods of energy surplus. In order to respond to the users' demands, we need to find efficient storage solution, and avoid a spoilt of unused power.
- Hydrogen storage. The evolution of technology allows the storage with hydrogen gas to be efficient. This new storage solution is different from the hydric classic storage, with lakes. It has a better productivity and is easily transportable. The gas infrastructure could be renovated for that use. Thus, the transformation of hydrogen power to electric power could be as local as needed.

Plan for action:

- To sensitize people to energy savings, an innovative tax system could be implemented. There is already a rating of buildings according to their energy efficiency. But this is not enough. The least efficient buildings should be taxed for their environmental impact. However, financial help should also be proposed for renovation.
- 17% of emissions come from transport systems. The introduction and generalization of hydrogen cars could help reduce those emissions. Indeed, hydrogen cars reject only water.

A deep change has to be implemented regarding the grid and the consumption habits. A local production with efficient storage solutions, like hydrogen storage, and a high awareness of energy campaigns are essential to the energetic transition.

From left to right: **Jonjon B. Sarmiento, François Marot, Cheikh Oumar Ba**

Face to Face 2: The access to land property: a major stake for public policies

Intervenants

Mr Cheikh Oumar Ba, Socio-anthropologist & Executive Director of IPAR (Rural and Agricultural Prospective Initiative), Senegal
Mr Jonjon B. Sarmiento, Head of The Sustainable Agriculture Program, PAKISAMA, Philippines

Moderator

Mr François Marot, Journalist; Former Editor of National Geographic France, France

As the rural population is still above 3.3 billion people, the issue of having access and using a land is crucial not only for the survival of this population but also for food security and local and global economic prosperity.

To see the video : **https://youtu.be/D5SJ803YCfQ**

Both close to the local rural realities of their countries, Mr Cheikh Oumar BA and Mr Jonjon B. SARMIENTO have developed three key ideas:

- The access, the ownership and the free use of lands are capital drivers of rural development and people's emancipation. And yet, in Senegal and in the Philippines for instance, farmers have to face a complex administration to freely use their lands, and suffer from the insecurity caused by the fact that the state is, more or less officially, the only real owner of the national lands.
- The sovereignty of a Nation on its own lands - be they used directly by the state itself or by its local inhabitants - is essential to maintain a certain control on its use and guarantee, at least, food security. What is more, in many developing countries, lands don't have a mere economic value: they are also sacred and should not be sold at any price - out of despair or commodity - to foreign investors who may not care about local development.
- And regarding the rural exodus and the demographic transition of many developing countries, it has become urgent to make rural activities more attractive again to the young people. Technological support is essential but not sufficient enough: the youth in developing countries do need political and economic guarantees to join this vital sector.

So, massive privatization may not be a good thing, but we do need - out of ethical and economic reasons – to cope with such inertia and uncertainty regarding the access and the use of a land. Governements have to consider the possibilities of owning and selling lands, inheriting, mortagaging or reliable renting.

From left to right: **Philippe Miquel, Alexandre Brailowsky, Daniel Rossi, Radjes Mangroe**

Best Practice Corner 1 : The relationship with stakeholders at the heart of social responsibility

Speakers

Mr Alexandre Brailowsky (Head of Societal Responsibility, ENGIE, France),
Mr Radjes Mangroe (CSR Manager, ENGIE Energie Nederland, Netherlands),
Mr Philippe Miquel (General Manager, ENGIE Cameroun),
Mr Daniel Rossi (Sustainable Development, CSR and Environmental Regulatory Affairs Manager, ENGIE Energie International, United Kingdom)

This conference aims at promoting the best practices in terms of industrial projects co-building. The participation of all the stakeholders of a project has become an issue and a key success factor for a project. The company must not only provide solutions tailored to the territories but must also take regard of the appropriation of these solutions by the community. What is at stake then?

Pour voir la vidéo : **https://youtu.be/Pw8SB9UKSeY**

Key ideas:

- Define and understand who the stakeholders are. The participation of every community impacted by a project is a key success factor for a project but it also raises issues to define who the stakeholders are and how they feel about the project. A stakeholder is every organization, industry or person that can feel an impact inherent to the project.
- Imply and approach local populations. A tool used to involve every stakeholder would be an analysis of the perception and needs of the local population and the local industry. “C3 consensus” is for example a consulting group that can realize this type of inquiries. It has to be done at the beginning of the project but also during it in order to follow the potential changes. This systematic approach allows a better understanding of the people impacted by the project: mapping every sensibility is a way to match the needs of the project and the local matters.
- Judicial frames - the importance of their evolution. The evolution of the judicial frame is at stake: it has to follow the companies in their societal responsibility efforts. For example, the 2013 CSR Act in India has forced companies to spend at least 2% of their last three years average net profits on CSR activities. It allows them to develop many projects in collaboration with the whole society, towards a more sustainable world.

Best Practice Corner 2: The Bluezone, technology serving territories

Speaker
Mrs Marie-Annick Darmaillac (Deputy Secretary General, Bolloré Group)

To see the video : **https://youtu.be/dg4pgXoNzUk**

As of 2014, the Bolloré Group has established five Bluezones across Africa that supply clean water, electricity, and internet connectivity to provide access to a better lifestyle to the people in the area. Thanks to electricity provided by fields of photovoltaic panels, hectors of fallow land become electrified. These five Bluezones have already been installed in Kaloum (Guinea), Lomé (Togo), Dosso and Niamey (Niger) and Contonou (Benin). These Bluezones address demands of the local population and vary according to every country's specific needs.

The Bluezones provide access to a better lifestyle by providing people the technology and the space to accomplish things they would not have been able to do otherwise. It gives people access to a sports complex and sports grounds where communities can come together and where international competitions can he held. Bluezones house business incubators and media centers that provide people the space and resources needed to encourage entrepreneurial initiatives. Bluezones also house art exhibitions and space for local craftsmen to showcase their work. It is also a space for children to come and relax and play video games. It serves the community as a whole at all levels.

The dialogue regarding social responsibility with the local stakeholders are a key aspect to the success of the Bluezones this far. It's not about mere philantropy or profit-seeking, but rather a question of giving the tools to local populations to enable them to conduct their own development.

Keynote Speech 2

Speaker
Mr Amory Lovins (American ecologist, winner of the Alternative Nobel Prize in 1983)

Mr Lovins introduces his book Reinventing Fire: Bold Business Solutions for the New Energy Era and how the US can eliminate fossil fuels by 2050. This model is also applicable to France.

To see the video : **https://youtu.be/qhs6gs8nx2o/keynotespeech2**

Amory Lovins provides three ways to eliminate fossil fuels by 2050:

- Buildings: Retrofitting of buildings will have to become industrialized in order for buildings to reduce their electricity consumption. The new buildings will become «passive buildings»; ultra low power energy buildings which require little energy for heating or cooling of premises.
- Transportation: The transportation system will be equipped with electric cars made of carbon fiber and a freebate system will be used to drive sales of these latter and remove the most polluting cars from the market. A multiple transportation system will allow citizens to use bicycles, public transport and car pooling or car sharing. The neighborhood structure will be transformed into multiweb smaller units enabling citizens to walk more.
- Electricity: The transition from incandescent bulbs to LEDs will generate energy savings. A mix of renewable energies (solar, wind, biomass agricultural waste) will drive divestment from coal and oil. With the introduction of micro-grids, electricity consumers become producers and consumers.

This transition to renewable energy will occur through energy efficiency from new technologies and new buildings on the one hand and on the other, thanks to a renewable energy mix. An energy roadmap for China could have a great impact on this transition.

Reflection evening: A militant spirituality for the empowerment of citizens

Speakers

Mrs Minh Tri Vo (Vice-President, Buddhist Union of France, France),
Father Dominique Lang (Assumptionist priest; Journalist, Pilgrim Magazine ; France),
Mr T8aminik Rankin (Native American spiritual leader; Hereditary Chief Algonquin, Canada),
Mr Cheikh Khaled Bentounes, Representative Sufi (France)

Moderator

Ms Sonia Henry (Program Director, The Planetworkshops; Founder, Green Earth Influence, France)

«We lost the balance, help us!»

To see the video : **https://youtu.be/r4dKXw4Qt6w**

It is with this sentence that **the Indian chief Rankin** sums up one of the seven Native American prophecies: In an attempt to turn away from nature and spiritual matters, humans feel the need to turn to both elements to find his balance back.

As of this evening, several conceptions of spirituality are discussed (Sufism, Christianity, Buddhism and Native American spirituality).

If differences arise between different faiths, a concept connects all debaters in their approaches to spirituality: «circularity».

Behind the concept of the «circle» lies the concept of equality between humans, but also the need to place the action of men in a respect for nature and natural cycles.

Father D. Lang refers to the example of the recent encyclical of Pope Francis on «human ecology». He said people should more often «choose to waste time to listen to others.»

Mrs Minh Tri Vo stressed the interdependence between people and nature «Humans ARE nature.» She illustrates her point with the example of clouds and the changes in their shapes. People are part of this circle of natural transformations. Her speech comes to an end with a Buddhist breathing exercise that focuses on the consideration of the present moment.

T8aminik Rankin introduced us to one of the seven prophecies of the Native American tradition, and shows us how they had predicted that people would return to a spiritual approach of life after giving too much credit to the solely material world.

The Sufi tradition also refers to the circle. Beyond the choreography executed by practitioners of that religion. Sufism means unity, brotherhood and atomic generational renewal.

From left to right: **Olivier de Guerre, Paul de Backer, Yann Queinnec, Philippe Vannier, Kako Nubukpo**

Focus 3: Risk identification for the « prescribers » of our economy

Speakers

Mr Paul de Backer (Author, The financial indicators of sustainable development, Founder, DBF Consulting, Belgium),
Mr Oliver de Guerre (Chairman, PhiTrust Active Investors, France),
Mr Kako Nubukpo (Economist, Member of the Global Economic Governance programme, University of Oxford ; Former Minister of Long-term Strategy and Public Policy),
Mr Philippe Vannier (Head of big Data & Security, Group Chief technology, Atos, France)

Moderator

Mr Yann Quiennec, Director General and Founder, Affectio Mutandi (France)

What is the future of the economy given the social and environmental risks it faces? If the economic prescribers are investors, consumers and public makers, to what extent do risks apprehension helps in decision-making? Is the consumer fully sovereign in purchasing? What about risks and challenges related to data processing?

Key ideas:

- For a social and responsible investment, risk-mapping for companies in France deals with a legal obligation on new economic regulations, which implies criteria of exclusion or of access to resources. But the risk dilution makes its identification complex for companies such as PhiTrust Active Investors. Beyond leaders changes, others difficulties call for a change in practices.
- Paul de Becker draws attention on the risk of “gigantism” in energy access, since it can have financial, cultural and environmental damages. One should note that while constructing a dam necessitates removing villages, local energy production is more desirable. Almost all French or Brazilian communities are independent in generating at least 40% of their energy needs.
- Philippe Vannier highlights that if data cross-border is a risk for developed countries, it is nevertheless useful, not only due to them being a patrimony, but also because they have a redistributive impact. Labor force reallocation in employment areas is an example. In addition the Togolese public administrator Kako Nubukpo insists on the risk of an African demographic boom associated with a jobless growth, because the continent’s economy is based on raw materials. How could one create added value in Africa in order to react to the youth’s desire to migrate to Europe? How should one respond to terrorists recruiting a “docile labour force”, and to the need for lands of some people facing the rising sea level?

From left to right: **Liven Denys, Christopher Dembik, Olivier Dubigeon, David Hillman, Stanislas Pottier**

Focus 4: Sustainability? Solutions are still to be invented for financial actors

Speakers

Mr Christopher Dembik (Economist at Saxo Bank, France),
Mr Lieven Denys (Professor of International and European Tax Law, University of Brussels, VUB),
Mr David Hillman (Director at Stamp Out Poverty, UK), Olivier DUBIGEON (Founder of Sustainway, France)
Mr Stanislas Pottier (Head of Sustainable Development, Credit Agricole S.A., France)

Moderator

Mr Olivier Dubigeon (Fondateur de Sustainway, France)

How does the financial sector include social and environmental issues and how can it develop a moral indicator?

To see the video : **https://youtu.be/hO6vo2I42AU**

Key ideas:

- The set of ecological issues is globalizing, the polluter-payor principle is growing, global stock markets are encouraging companies to be more transparent, and the ECB started to invest in worthy causes to make sense of its investments.
- Although the financial sector made efforts, there are still many issues. The exploitation of common goods is increasing, the financial world has not solved the dilemma between growth of the financial sector and good management of common goods, and financial crisis have affected the financial sector which says not to have the means to invest.
- We need to implement a financial transaction tax, create CSR indicators with global rating agencies to develop global and unified criteria, tax the financial sector more, and promote «impact investing».

From left to right: **Pierre Valentin, Guillaume Grosso, Sophie des Mazery**

Face to Face 3: Should we systematize Impact Investing?

Speakers

Mrs Sophie des Mazery (Director - Finansol),
Mr Guillaume Grosso (Head European markets ressource mobilisation),
Mr Pierre Valentin (Deputy General Manager – Crédit Cooperatif)

Impact Investing is an important, yet underused, approach to conducting business in today's global economy. It is measured not only by financial returns but by the extent of its social impact. As exemplified by solidarity finance in France, Impact Investing can have a positive effect on all sectors of human and economic development, from job creation and social housing initiatives, to land rights awareness and vaccine distribution.

Keys ideas:

- Though the purpose of Impact Investing is to produce a social benefit, it is not the same as grant making or charitable giving. An Impact Investor is not a donor, and should anticipate some return on investment, though remuneration can range from small to large depending upon its quantification.
- According to a survey conducted by JP Morgan, expectations on investment returns differ between developed and emerging countries. Investors located in developed countries are willing to accept a smaller rate of return, while those in developing countries expect greater earnings. However, social investments in developing countries tend to be less profitable. In order to make Impact Investing more customary and widespread, expectations must be reconciled.
- The greatest challenge faced by those wishing to participate in Impact Investing is the overall lack of available funding sources and opportunities. In France, for example, most social investors are individuals, while organizations and associations possess the abilities and resources to make even greater impacts. Due to their distinct business models, social enterprises have proven to be more resilient than traditional ventures during times of economic and financial crises, which should help strengthen their appeal to both individuals and companies seeking a more diversified portfolio of investments.

Whether or not Impact Investing can by systematized depends entirely upon the system in which it is operating. Making Impact Investing a standard financial practice requires greater education and increased awareness of its purpose and potential, but above all it needs champions at the top levels of government and society. In 2001, the European Commission established a social business initiative meant to promote a more responsible approach to economic growth and fuel entrepreneurship. The current European Commission should see that this initiative is given full political support, encouraging others to follow by example.

As Impact Investing becomes more common, the greatest challenge it will face will come in the form of balancing both private and public concerns. Public funds should not be reduced in response to private investments, just as activities and objectives should continue to meet the needs of the society in which they are operating rather than the agendas of the investors. In order for this to happen, private funds should not become an alternative budget source to state assistance and governments should continue to be held accountable to their citizens.

From left to right: **Philippe Dutertre, Caterina Romanelli, Philippe Zaouati**

Face to Face 4: How to develop Socially Responsible Investing with General Public?

Speakers

Mr Philippe Dutertre (Vice-President, AG2R LA MONDIALE, FIR - Forum pour l'Investissement Responsable, France),
Mr Philippe Zaouati (Directeur Général, Mirova, France)

Moderator

Mrs Caterina Romanelli (Responsible Investments and ESG Analyst, PAI Partners, Italy)

The debate revolved around the meaning of Socially Responsible Investing, and its feasibility, i.e. is there a contradiction between SRI and performance? What is SRI? Do you understand the meaning of SRI? Is there a contradiction between responsibility and performance?

To see the video : **https://youtu.be/7urQeTKbbs8**

Key ideas:

- Even though there is no handbook definition for Social Responsible Investing, the concept refers to the idea of investing in companies that behave better. For the ordinary citizen, the concept is still vague, when asked if they know it, 25% of people answer yes. Still, when asked if it is important to take responsibility in the way the assets are being managed, people usually answer yes.
- In many cases there are contradictions between performance and responsibility and some companies might be cynical. Nevertheless it allows you to select specific investors and companies, and that might change the other's behavior. Here the role of NGOs is also important, since as a lobby, they ask for accountability.
- Innovative financial mechanisms are required to solve social projects. In Europe, the social impact bonds are a partnership between the private, the public and NGOs. The state targets an objective, but cannot finance the project. Therefore it looks for an association. The private sector runs the project and the states pay it back according to how successful the project was.

The problem of sustainable development is a difficult task, and it involves the private and public sectors, and also the NGOs. Companies are reluctant when they first hear about SRI, but as soon as they hear that they can make positive profits out of it they start listening. The long term impact and unpredicted results of SRI have to be taken into account. Just imagine that your investment goes to a person that invents a product that can improve harvest production but that is organic at the same time, therefore helping restore the soil. That would be in line with inverting the climate change curve.

From left to right: **Kevin Berkane, Karine Niego, Audrey Sauvignet, Nicolas Le Berre, Heremoana Puhetini**

Favorites of The Planetworkshops and NOISE Association

Presentation of 4 young social entrepreneurs

Speakers

Mrs Audrey Sovignet (Founder, I Wheel Share, France),
Mr Kevin Berkane (Director General, Kialatok, France),
Mr Nicolas Le Berre (Co-Founder, New CITYzens, France),
Mr Heremoana Puhetini (President, Social Express, France)

Moderator

Mrs Karine Niego (Founder and President, Green Raid, France)

Because it combines hope, innovation and general interest, social entrepreneurship is today a growing sector that inspires an ambitious youth and open to the world. Through a mini TED format, four young social entrepreneurs came to the Global Conference to present their trajectories and initiatives, but also to make their voices heard among investors and to enlarge their community.

I Wheel Share: An interactive map to facilitate disabled people's daily lives

Following a road accident three years ago, Lucas became paraplegic. After a year of re-education in a specialized center, Lucas realizes the lack of structures adapted for disabled people, but also the insufficiency of information available regarding the accessibility of the spaces that make our daily lives. He and his sister Audrey thus had the idea to create an application that allows disabled people to map their experiences and testimonies in terms of accessibility to different places (cinemas, shops, etc.), to exchange good and bad spots, and thus be part of a sharing community. Besides, in order to overcome the inaccessibility of some places, I wheel Share proposes to organize festive events there, - called the «carrot mob», during which a portion of the collected money should be used in financing the accessibility equipment and construction work. With already fifty tested and posted experiences on the card, including one in New York, a community of 1,500 people on Facebook and 900 on Twitter, I wheel Share mobile app will be launched in September 2015. Until then and for the rest of its development, it needs financial support and motivated people to join their team in order to multiply their key partners and networks.

Kialatok: Cooking, a cultural experience

Launched in August 2013, Kialatok is an original initiative that mixes cooking, professional training and the "living together". Through the promotion of various culinary talents that immigrants and refugees can have because of their cultures of origin, Kialatok proposes journeys of insertion in order to learn how to animate culinary workshops and share cuisines from around the world. Through cooking and the cultural immersion it offers, Kialotok works on cultural diversity, but also on the intergenerational or sexist stereotypes that exist in the companies in which Kialatok intervenes, in comparison with those that exist in the culinary field around the world. For example, if chefs are very often men in France, it is not at all the case in the Maghreb countries. For its founder Kevin Berkane, Kialatok thus has a double impact: both as an integration enterprise for those who take part in culinary workshops, and as a vector of openness in the companies in which its activities are carried out, Kialatok promotes difference and cultural diversity «as an opportunity and not as an obstacle.»

Social Express: The «Pékin Express» of social entrepreneurship

To show the realities of social entrepreneurship beyond the clichés, to inspire and to motivate around social projects, to turn youth into actors of change, to enhance territories and to support their transitions: such are the ambitions of Social Express. "Social entrepreneurship is good, but it is still necessary to show that it is actually working. » Social Express proposes a coaching for young people aged between 18 and 35, in a transition program embedded in the social and solidarity economy. It consists of four theoretical week-ends, then a 15-day trip that enables to apply what have been taught through actions on existing social projects. This year and for the second edition of Social Express, twenty young people are travelling to Cambodia and China to work on environmental projects. For the future, Social Express would like to record television reports on each trip that, which could be broadcasted on TV channels. They could both show the public various social projects but also motivate them to join these projects or simply be part of the social and solidarity economy.

New CITYzens: Beyond living together, «working together»

The idea is to stop with all the messages of crisis and fear that the media are spreading, and to promote more positive messages in order to build a community that believes in «citizen creativity» as well as in "the city as a playground «or in « the power of collective innovation. «

Three programs are offered: Explorers - positive city tells the story of ordinary people that became actors of change; Click Youth teaches young people how to become actors through creative workshops; Creative city lab is working on cooperation between cities and citizens through the themes of waste, mobility, etc. This community is now looking for audacious actors, both citizens and businesses.

From left to right: **Roxane Grioche, Lisa Lovatt-Smith**

Keynote speech 3

Speaker
Mrs Lisa LOVATT-SMITH (Founder, OrphanAid Africa, UK)

Moderator
Mrs Roxane GRIOCHE (Journalist Sustainable Development, Saska Productions, France)

«Our goal is to close all orphanages in Africa.»

To see the video : **https://youtu.be/v2JNYEXTXfw**

Lisa Lovatt-Smith is a former journalist. She worked for Vogue for over 19 years. She was only 21 when she was appointed as editor in chief of the magazine. At 35, she made a trip to an orphanage in Ghana. She stayed in Ghana since then. Lisa Lovatt-Smith awakened her warrior soul in contact of these children. Abandoned by her parents at the age of four, then taken back by her mother a few years later, she immediately identified with the situation of children of the Accra orphanage. She draws a damning report of the activity in these orphanages: situations of physical and psychological abuse of children, due to the poor formation of nurses – when they do have one.

At first, her experience brings her a lot of disillusions. Lisa does not hesitate to question the «help» provided by some Westerners: «Do not ever go to volunteer in orphanages. Children who already have experienced a family tragedy will suffer much more throughout the year because they will develop bounds with volunteers who only stay for a few months.» The founder of OrphanAid Africa also had to revise her policy on donations: «I thought that money would solve the problem. This is not the case at all.» She reaffirms that it is not charity which these children need, and that the solution lies within local cooperation.

«Extended family in Africa, is like a safety net for children». Lisa insists on working in cooperation with all local stakeholders, to rely on the system that already exists and which proved its efficiency. An initiative bringing together stakeholders from the public and private sectors has been implemented. Ministry of Education, Ministry of Social Affairs, police, schools, local NGOs and local leaders are enrolled in the dynamics of OrphanAid Africa to allow the largest number of children find their parents.

«90% of children in orphanages are not orphans». This statistic emphasizes Lisa's motivation to help children find their parents. For this, she performs detective work as soon as she receives the poorest children. Her foundation then offers assistance to families (legal and sometimes financial) to encourage them to reintegrate children in their family environment. This assistance is also aimed at young people aged over 18 years (job search, entrepreneurship). OrphanAid Africa is also trying to make things happen at the legal level in order to give additional legitimacy in negotiations with local spiritual leaders who often think they have a natural power over some children.

Through her foundation, the action of Lisa Lovatt-Smith is primarily aimed at finding the families of children in orphanages, to avoid the experience of the orphanage to the greatest number. It includes a large number of public and private stakeholders in society.

From left to right: **Patricia Savin, Thierry Mallet, Dr Thomas Sterr, Dr Pierre Racicot, Dr Xavier Edelmann**

Focus 5: Why is circular economy not applied more widely?

Speakers

Dr Xavier Edelmann (Founder and President, World Resources Forum, Switzerland),
Mr Thierry Mallet (Executive Vice President in charge of Innovation and Business Performance, SUEZ environnement, France),
Dr Pierre Racicot (President, Villes et régions Innovantes – VRIc, Canada),
Dr Thomas Sterr (Head, Institute for Eco-Industrial Analyses, Heidelberg, Germany)

Moderator

Mrs Patricia Savin (President, ORÉE Association, France)

In 2050, around 9 billion people will live on Earth, which will lead to many changes in life and consumption habits. By 2030, half of the population will be living in areas where there is not enough water. Hence, circular economy could be a way to have a good command of resources: it is not a need, but a necessity. This conference enables us to have a crossed look on circular economy, thanks to international speakers with different visions.

To see the video : **https://youtu.be/WzL0CQ-YCDg**

Key ideas:

- The main goals for circular economy can be summarized through the following formula «5RV+0GES» (Retrieve, Reduce, Reuse, Recycle, Refresh, Valuing + 0 Greenhouse Gas). We need to increase economic growth and decrease greenhouse gas.
- We should always look for opportunities in order to avoid using too many resources. Therefore, the purpose is to set up an efficient use of resources during their whole life cycle. In order to do so, a first objective is to use more R&D for circular economy. It has to become a new kind of business model, substituting itself to traditional economy.
- However, it already faces a number of limits. First, it is about defining the concept between countries, since this global definition is still missing and constitutes obstacles to its development. In a more technical and legal point of view, it is essential to define each component of a product we want to recycle. This is particularly hard concerning secondary raw materials which are not precisely defined.

We have to organize the market for secondary raw materials. Their production begins through selecting. However, 25% of selected raw materials in Europe go to Asia because we miss outlet. Moreover, many products were not conceived in order to be recycled: 25% of plastics are not recyclable because of dangerous components. We need to learn from one another, especially from China which got into long-term circular economy more than ten years ago. More specifically, the Chinese government is determined to make circular economy a competitive sector, at a very local scale.

From left to right: **Luc Jacquet, Emmanuel Beaurepaire, Marie-Hélène Aubert, Jean-Louis Borloo, Anne Chassagnette, William Theisen, Marina Drummond**

Focus 6: What will make COP21 a success?

Speakers

Mrs Marie-Hélène Aubert (Policy advisor to the French President for International Environmental and Climate Change Negociations, France),
Mrs Anne Chassagnette (Environmental and Societal Responsibility & Individual Shareholders Director, ENGIE, France),
Mrs Marina Drummond (Global Outreach Ambassador, Rio+, Brazil),
Mr Luc Jacquet (Film Director, France),
Mr William Theisen (Development Director, EcoAct, USA),
Mr Jean-Louis Borloo (Energies pour l'Afrique, Founder, France)

The negotiations of December 2015 in Paris may be difficult, but it seems that they will have a much greater impact than we could imagine: beyond the negotiations between the parties, and the expectations they would meet, the COP21 is also a pretext for a major awareness campaign towards a increasingly wide and varied public, and from all types of actors. The diversity of the stakeholder panel enabled us to address the issue of the COP21 through the eyes of the government, and of the political, economic, scientific and artistic sectors.

To see the video : **https://youtu.be/Q7Qd0Yw0JwQ**

After a scientific career, **Luc Jacquet** has been making movies (La Glace et le ciel; release scheduled for October 21st, 2015) in order to sensitize the public. While «things tighten" and while we talk about climate emergency, it would be necessary for science to bring its foresight to put in perspective the phenomena, but above all to be told to the public, for example through the story of a human history that could enhance the «undertaking genius» and thus reach those who are not yet convinced. As for his hopes concerning the COP21, he turns to politicians and asks «less communication and more action.» He notes, however, that maybe we should question the fact the supreme arbitration role on behalf of the common good is automatically attributed to politics.

From a government perspective, the challenges of COP21 are twofold: if climate negotiations among 196 parties and the pressure to find a consensus seem predominant, **Marie-Hélène Aubert** also emphasizes the organization of the event in itself. This involves both a mobilization of all outstanding actors, and an expectation of eco-responsibility of the event in compliance with COP21 goals.

«We are not going to solve everything in Paris in December.» Beyond the technical deadlocks that may occur, the perception of public opinion of this event is very important: the COP21 has to be the vector of a change of our habits and of our production and consumption patterns. Moreover, the cross-cutting nature of sustainable development in every aspect of our daily lives must be demonstrated, in order to propose a new cultural image of prosperity which may arise against the Grail of the American Way of Life: «we must leave the climatic green niche". A major challenge, therefore, but also very motivating: the preparation of the COP21 has motivated numerous citizen initiatives characterized by great creativity. However, traditional media still speak very little of it. A communication campaign of the government is then expected in autumn 2015.

Jean-Louis Borloo appears to have a stronger opinion on the issue: «the truth is that this is not very important that something happens. This is a joke, a great media and political organization." What is now alarming is the simultaneity that exists between the consequences of the advance of poverty aggravated by climate change and the rising levels of information of the people concerned. In fact, climate change is basically a story of poverty, of impossibility to live and of conflicts but also of inconsistency between the stated goals of international negotiators and the indecency they have towards on-the-ground realities: "Just the time of our meeting, sixty-two people died." According to him, the solution is quite simple. The COP21 must distinguish between emitting sending countries and countries that are suffering, and then to ensure that the first ones fund the second ones, in order to enable a return to dignity of certain regions of the world. Moreover, to ensure a better future for the African continent, Jean-Louis Borloo proposes an approach in three points: to establish an African governance agency, to develop renewable energies, and to align the interests of Africa and those of sustainable development in general. "For France is culturally open and African, I am sure we will make it», he concludes.

As for **Marina Drummond** from Rio+, she pointed some problematic aspects of any international climate negotiations, even the successful ones. One of the main points is that nothing will prevent a minimum elevation of 3°C. In addition, fulfilment of the commitments is not assured if there is no solidarity among nations, once the agreement is signed. Finally, the biggest lack of coherence and coordination lies within a country itself, between its environmental, social, economic and political policies.

The representatives of the business world in this panel were **William Theisen** from EcoAct and Anne Chassagnette from ENGIE. The latter company is particular concerned by the negotiations, particularly because emissions of greenhouse gases are 60% made up of energy. Both speakers observe in general a quite strong mobilization of enterprises and an explosion of initiatives as we are approaching the COP21. As for the outlooks of the economic sector towards the negotiations of December 2015, it is firstly expected that an ambitious agreement should be signed, giving companies a long-term framework and also encouraging an accelerated transition of developing countries to carbon-free energy.

To conclude, it is the issue of progress that grabs the attention of the speakers: let's commit ourselves to a new vision of progress; a progress that should be inseparable from the climate issue and that could be appropriated by each of the populations around the world.

From left to right: **Cécile Désaunay, Henry Saint-Bris, Jean-Luc Bennahmias**

Face to Face 5: Circular Economy: a Model for our Future?

Speakers

Mr Jean Luc Bennahmias (former member of the European Parliament; President, Front Démocrate Ecologique et Social),
Mr Henry Saint–Bris (Senior Vice President Marketing & Institutional Relations, SUEZ environment)

Moderator

Mrs Cécile Désaunay (Prospectiviste, Directrice des études, Futuribles)

To see the video : **https://youtu.be/_XZdplcg6xI**

One of the biggest challenges to creating a circular economy in today's world is trying to convince companies to rethink their standard operating procedures. There must be pioneer companies that pave the way to create a widespread change in the system. Companies need to be able to see the social and financial benefit before they change their business model. However, according to Mr Saint-Bris, companies can be convinced to rethink their business models by creating awareness of the advantages of a circular economy, the competitive edge it brings, and the ability to form partnerships. For example, a circular economy saves resources, create jobs and reduce greenhouse gas effects.

Society is ready for a circular economy because citizens understand that a change is needed. However, in order for a circular economy to be successful, all economies have to be involved. According to Mr Bennahmias for this to be achieved it is time to re-launch the World Trade Organization (WTO) in order to make a circular economy a top global priority. Also, according to Mr Bennahmias, the European Union is based on an ultra-liberal system without any regulation, so the WTO needs to be put back in place in order to aid in labels and regulations. Virtuous principals are not shared by everyone and by all countries. Furthermore, everyone has different public standards. Therefore the public authorities can and should step in to regulate the global economic system.

Another important aspect of creating a successful circular economy is by rethinking simple design solutions. Waste management is a major player in this field because we need to be able to recycle the products as well as the resources used. According to Mr Saint-Bris we need a secondary raw materials market that would help increase productivity and the lifecycle of resources. This would also help create a closed and local loop system. Furthermore, the government plays a role in reduction of waste because they need to step in and define waste and create more impactful laws on waste in order to curb the amount of resources that are lost. Without companies rethinking their procedures and operating systems change will never occur. It will take leaders and pioneers across the globe and in different sectors in order to create widespread changes for the good of the planet.

From left to right: **Guillaume Sainteny, Yvon Martinet, Philippe Leclerc**

Face to Face 6: A status for environmentally displaced people

Speakers

Mr Philippe Leclerc (UN High commissioner for Refugees' Representative in France & Monaco),
Mr Guillaume Sainteny (Président GS Conseil, professeur associé, Polytechnique, France)

Moderator

Me Yvon Martinet, avocat, ancien vice-bâtonnier du barreau de Paris

In 2006, the Stern Review on the Economics of Climate Change estimated at 200 million the amount of environmentally displaced people in 2050. Yet, although this problem is commonly admitted, no legal framework addresses the status of individuals forced to migrate because for environmental causes. How to tackle this issue?

To see the video : **https://youtu.be/81pQIXsBb3I**

Key ideas:

- Environmental migrations have happened before, and raise questions of public policies: Fukushima, Katrina, the tsunami of 2004… In such cases, Nation-states are to apply the precautionary principle within their borders, as much as to ensure the protection of their citizens. In the case of the Xynthia storm in 2010 in France, poor urban planning is to blame for many consequences.
- The matter of environmentally displaced people reaches beyond the framework of "climate refugees". Movements can be due to climate as well as natural or industrial catastrophes. Besides, these movements are not necessarily transnational. Therefore it appears necessary to come up with a relevant international convention, rather than basing oneself on Geneva convention on refugees, which cannot account for environmental questions.
- The process is already ongoing: in New Zealand, in 2013, a judge stated that no international text could apply to the case of Kiribati and Tuvalu nationals threatened by the rise of waters, and decided to grant them asylum nonetheless, considering a situation of emergency, a legitimate link between these two countries and New Zealand, and the lack of another solution.
- The Nansen initiative (launched by Norway and Switzerland) aims at putting the protection of environmentally displaced people on the international agenda. Regional conventions already exist, such as that of Kampala in Africa, but an international convention is necessary.
- The Paris Bar together with The Planetworkshops are leading the project of a charter which will define the status of environmentally displaced persons. The aim is to submit and gain feedback on a document which will lead to an international Convention establishing this very status.

Universal conventions often suffer from their tough negotiation process and minimum agreements: it is also important to create a dialogue in order to identify problems and seek solutions through forums. Although the question of environmentally displaced people won't be discussed during COP21, there is no doubt it will become prominent in the international agenda in the upcoming years.

From left to right: **Sonia Henry, Timothy Glaz**

Wide format 1: Werner & Mertz Group: How a cleaning product industrial integrates the principles of circular economy?

Speaker

Mr Timothy Glaz (Head of Corporate Affairs, Werner & Mertz Group, Germany)

Moderator

Ms Sonia Henry (Programs Director, The Planetworkshops; Founder, Green Earth Influence, France)

How to think of a model of sustainable development that associates companies of the same sector? Is circular economy a utopia? What are the challenges of such a model?

To see the video : **https://youtu.be/b_C9JAWFVYA**

Key ideas:

- The Werner & Mertz development model is one of a familial company which cares about the environmental impact on future generations. But it is also a holistic model to some extent, since economic stakeholders get together for thinking about sustainable development and renewable energies. For Werner & Mertz, building its new headquarters with low-carbon footprint is emblematic of the increasing social responsibility of the company in this field. Werner & Mertz is a leader in the fabrication of sustainable hygiene products, which is why partners sharing the same goals are primarily chosen.
- Transparency is the key for success. Indeed, if the consumer does not know of the carbon footprint avoided by the company, he can check the company's liability. Progressively, Werner & Mertz has substituted the use of palm oil by colza. 100% of PET plastic bottles are also recycled. In addition, the utilization of containers with low environmental impact appeals for more vegetal products. Nevertheless, the cost for the consumer is relatively high even if the choice of distributors is included in the development strategy.

From left to right: **Cyril Adoue, Antoine Chorro**

Wide format 2: «Les Portes du Tarn», a green industrial project

Speaker
Mr Antoine Chorro (Director General, SPLA « Les Portes du Tarn » - SPLA 81, France)

Moderator
Mr Cyril Adoue (Consultant, Researcher, Circular Economy Specialist, France)

Located in the North-East of Toulouse, "Les Portes du Tarn" is a 200-acres industrial park aiming at making the economic activity of the region more appealing while implementing the principles of circular economy. It would thus become a model at the European scale.

To see the video : **https://youtu.be/AGj6JEV7NtI**

Key ideas:

- The environmental project is the product of a strategy. The region of Les portes du Tarn is facing an important demographic growth, due to the appeal of Toulouse, but it lacks fiscal incomes. Thus, the idea is to create a pole to attract activities, and the project of circular economy allows for an original and performing offer for actors, while ensuring the support of local populations.
- The goal is to enable synergies between actors, and the use of local or renewable resources. These synergies can happen through substitution, which is to say replacing non-renewable and/or imported resources with locally available flows, or mutualisation, for instance for deliveries, energy production, or waste collection.
- Among the fifty-something projects of industrial ecology in France, none is related to park currently being created. Therefore, the research project COPREI (Conceiving a park according to the principles of industrial ecology) aims at creating a toolbow, using les Portes du Tarn as an experimental fieldwork. Among other things, it studies questions of governance, or the evaluation of environmental performances. As a practical project, it is interesting to mention the agricultural irrigation network, located near the park, which is used for the fire protection system, as well as a network water for the surrounding industries, rather than using drinkable water whenever possible. Rather than implementing “ecological criteria”, the project wishes to take into account the various technical and economic constraints, and provide solutions on a bottom-up basis. Every project has to be collectively agreed on.

By associating public and economic actors, as well as researchers and associations such as Orée, the Portes du Tarn project has every reason to become a laboratory for good practices in terms of industrial ecology, and is groundbreaking at the European scale.

Of all the industrial ecology initiatives in France, only eight are already considered as lasting and sustainable. For all the others, and the ones yet to come, it appears clear that Les Portes du Tarn’s association of public and economic actors, as well as researchers and associations such as Orée is willing to be a source of emulation.

From left to right: **Nicolas Buchoud, Paul F. Downton, Carlos Moreno, Bill Dunster, Christian Dubost**

Focus 7: «A planning built on a precedence of living»

Speakers

Mr Paul F. Downton (Architect Planner, Ecopolis, Australia),
Mr Christian Dubost (Director of Sustainable Development, SNCF, France),
Mr Bill Dunster (Architect, Founder ZedFactory, United Kingdom),
Mr Carlos Moreno (Scientific Adviser to the President, Cofely Ineo, France)

Moderator

Mr Nicolas Buchoud (Founder and Managing Partner, Urban Renaissance, President, Circle of Greater Paris Sustainable Investment, France)

«We love animals, but not so much in our cities». This issue of the inclusion of living in our cities is crucial. It refers to rural/urban relationships, ecology, preservation of green spaces and the importance of the quality of life in our increasingly connected cities.

To see the video : **https://youtu.be/R4YTW9jgyLw**

Key Ideas:

- Urban areas are becoming denser due to the need to provide housing and services to the population, while incorporating a «green» dimension within the city. Rural areas therefore appear as a relay needed for urban expansion. Urban areas and rural areas must necessarily operate together effectively. One of the great challenges of tomorrow's cities, is the challenge of connectivity.
- Here we find the concept of «living city». A city that is a playground studded with sensors measuring all kinds of flows and data to adapt the best short and long-term policies. The citizen then is a «smart citizen» who cares only of the essential problems and can fully enjoy the city.
- Planning should incorporate a multifunctional dimension. Recreational areas, homes and businesses overlap each other. In this configuration, transportation plays a key role in coordinating the flows of people and goods.

Urban planning which includes the presence of the living and in some cases its precedence, is a town planning that comes out of the dualities that settled (rural/urban, connected/disconnected, green areas/grey areas). The integration of new technologies is essential to calibrate the answers to the different stakeholders' needs and help to generate more green spaces.

From left to right: **Dr Hans R. Herren, Anne Stauffer, Dr Sandrine Segovia-Kuny, Dr Jean Dupire, Arnaud Fontanet**

Focus 8: Climate change and human health: main evolutions, perception of the risks and determiners of health behaviors

Speakers

Mrs Anne Stauffer (Deputy Director, Health and Environment Alliance – HEAL, Germany),
Dr Hans R. Herren (Founder and President, Biovision - Foundation for Ecological Development; CEO, Millenium Institute; Alternative Nobel Prize 2013, Switzerland),
Dr Jean Dupire (Founder, Nutrition Santé Bangui, France),
Mr Arnaud Fontanet (Director, Center for Global Health - Institut Pasteur, France)

Moderator

Dr Sandrine Segovia-Kueny (Author of Enjeux du changement climatique, France)

If climate change was thought in terms of human health, would we be more motivated to take action? With the mobility of populations, the spread of infectious diseases becomes uncontrollable, while intensive farming profoundly alters the health of lands and animals, and malnutrition and undernutrition proceed from the food overproduction. Through this focus on some key issues such as agriculture, water, nutrition, air or vector borne diseases, these four experts demonstrate how our health and the one of the environment are genuinely bound to each other.

To see the video : **https://youtu.be/JrRZO-HPYuQ**

Key ideas:

- **Dr Hans R. Herren: Eat less, eat better**
  Nowadays, we produce about twice the food necessary for the world population, but we continue to feed us poorly. Schematically, while undernutrition is rampant in the South, northern populations are malnourished. Overconsumption of high-calorie but little nutritious products, from unhealthy lands and abused animals, but that have the advantage of being inexpensive and in abundant quantities on the market, is both bad for human health (obesity, diseases) for agriculture (over-exploitation of lands and animals, water pollution) but also and especially for the environment as a whole. We have thus entered a vicious circle in which unhealthy environment produces unhealthy food, and vice-versa, and we must add the damages of waste which account for 30% to 50% of the food purchased in developed countries. According to Dr. Herren, the solution would be changing the price system by ensuring that prices take into account all the external costs. Thus, the consumption of products that are now cheap and unhealthy for us and for the environment will be discouraged while "organic" and sustainable agriculture will be stimulated. A "win-win" system therefore, in which the most important criterion to consider is health.

- **Dr Jean Dupire: the environment is a nutrient pool to safeguard**
  Within the PoMrs et Sens association, Dr. Dupire promotes a transition of our eating habits to ones that lead us to eat food both «enjoyable and good for health.» If this idea does not seem readily applicable to areas of the world where people suffer from undernutrition and from the absence of cold chains for preserving food but also vaccines, what Dr Dupire has experienced in Central Africa could change the deal. In some lakes in Ecuador and above Central Africa, there is a naturally occurring plant (one of the first plant elements of the planet) that captures carbon and releases oxygen through photosynthesis, and which has a high nutritional quality: spirulina. Through its association with fish, which is rich in Omega 3, Dr. Dupire developed the «Method spirulina-fish» in the population of Central Africa. This currently gives good results and allowed the people of this region to be much more autonomous in terms of food. However, this practice may not last if the water in which spirulina grows and fish reproduce, is not preserved. Thus, in a world where everyone is exploring its environment while taking care of it, it seems that each population could find its own healthy, nutritious and relatively autonomous feeding system.

- **Mrs Anne Stauffer: let the body and the air breathe**
  Numerous studies and research have shown that from malformations of the fetus to various heart and respiratory diseases, air pollution seriously harms human health – to which can be added the high associated costs in all areas. A win-win solution for both the environment and human health would be to encourage individuals to take simple actions such as prioritize walking over taking the car.

- **Mr Arnaud Fontanet: from mosquitos to the world, the danger of vector-borne diseases**
  Among the catastrophic consequences on health of climate change in sub-Saharan Africa, the spread of vector-borne diseases is a very dangerous and problematic phenomenon. These are diseases transmitted by mosquitoes (chikungunya, malaria, etc.), and whose vector competence is multiplied by the increase of Earth's temperature but also by the damage of industrial farming on land and on animals doped with antibiotics. In addition, the increase of population density and population mobility are a major vehicle for the spread of vector-borne diseases. Despite the progress that immunization has made to the populations that are the most vulnerable to such diseases, several hundred thousand people die each year - 600,000 from malaria. And this situation can only worsen as we know that two-thirds of emerging human diseases come from animals, and that they are increasingly able to disseminate vector-borne diseases in an environment that goes awry.

From left to right: **Kai-Uwe Schrogl, Carine Dartiguepeyrou, Marc-Henri Desportes**

Face to Face 7: How to replicate sustainable mobility?

Speakers

Mr Marc-Henri Desportes (General Manager Worldline, Atos, France),
Mr Kai-Uwe Schrogl (Head of the Policies Department, European Space Agency - ESA, Germany)

Moderator

Mrs Carine Dartiguepeyrou (Prospectivist; President, Uniqueness, France)

Between now and 2050, European passenger transport should increase by more than 50% and freight by more than 80%. This rise is due to a constant increase in population but also in citizens' expectations concerning mobility. Faced with ecological issues, and as transportation constitutes one third of the total CO2 emissions in France, it is more than necessary to find some new opportunities and to change durably our conception of mobility.

To see the video : **https://youtu.be/cttmWGxTe6E**

Key ideas:

- Regarding sustainable transportations, there are many challenges. We need to learn how to make our displacements more effective in terms of transportation use, but also of atmospheric pollution. That is why the European Spatial Agency submitted five targets we should achieve simultaneously (and not sequentially).
- In the medium term, many people agree that we should begin by “avoiding mobility” in order to make it sustainable. Indeed, it seems that many trips could be avoided, which would enable a better use of transportations. As an example, some studies have shown that at certain times in Paris, 30% of the cars running are looking for a parking spot.
- “Space as an enabler for mobility”: satellites can be used as a tool for mobility. Actually, they enable us to evaluate transportation evolutions, in order to identify the needs and required measures. They can also, facilitate an optimization of existing resources through localization.
- Sharing systems, such as carpooling or carsharing can allow us to mutualize rides, decrease emissions and avoid an over-use of private transportation. We have to encourage their development. Electric cars, which are more environment-friendly, also constitute an alternative and a tool for a more sustainable mobility. Then, we need to pursue up-front work in R&D to develop them, as well as incentives in order to promote their establishment on the car market.

From left to right: **Henri Djombo, Tristan Lecomte, Sebastian Winkler**

Face to Face 8: Forests, the future of our society

Speakers

Mr Sébastian Winkler (Global footprint network),
Mr Henri Djombo (Ministrer of Forest, Economy and Sustainable Development, Republic of Congo)

Moderator

Mr Tristan Lecomte (Co-founder and president, Pur Projet)

Forests are at the heart of multiple debates about environment. They are exploited for several resources, but they are also a major source of biodiversity. Some certifications help control of the forest exploitation. How can we improve the control and the organization of forests?

To see the video : **https://youtu.be/GLO68kOi97Y**

Key ideas

- **The central role of forests**
  Forests are a major way to store carbon. Thus, forests help us limit the CO2 effects. The biodiversity they represent is unique. Also, for the local population, forests are sacred and often represent a source of traditional medicine, in country where drugs are often expensive. Those arguments have to be put forward to underline the central role of forests in the protection of environment. Let's keep in mind that 17 million trees are cut down each day.

- **The forests certification**
  The forests certification is an incredible tool. On the one hand, it prevents abusive tree cutting, and help the forest regeneration. On the other hand, it brings a virtuous control system. Indeed, companies exploiting forests have more interest in keeping good practices. Otherwise, international organizations for environmental protection could make them lose their certifications and their profits.

- **Intelligent organisation of forests**
  90% of tree cutting is due to agriculture. An intelligent forest organization conducted with major progress in the field of agronomy could limit the damage. Exploitations have to be efficiently rhythmed, and the agriculture must be as profitable as possible to stop deforestation.

Plan for action:

- Local populations should be more invested in the management of their forests. First, their countries laws have to take into account its viewpoint. Second, funds should be dedicated to encourage and initiate local projects and innovative actions.

- International investments must be directly used on concrete actions. There is too much work to do and too little money to let it be wasted through useless administration.

The control and regulation of forest exploitation have to be improved. It is essential to involve local actors into the decisions regarding forests. Also, the money allocated to forest protection by international organizations has to be fully dedicated to concrete projects. The goal is actually to give a value to biodiversity and nature.

Kiti Mignotte

Anne-Cécile Ragot

Garden Talk 4: MANA, a new extra-financial index

Speakers
Mrs Kiti Mignotte (Co-founder, MANA Community, France),
Mrs Anne-Cécile Ragot (Co-founder, MANA Community, France)

How to account for the environmental action of companies in the context of socially responsible invests? MANA offers an index of perception of major companies' environmental impact, based on what's being said on Twitter.

Key ideas:

- MANA provides live coverage of controversies emerging on the Internet and denouncing environmental crises for big companies. Everything netizens care about ends up on Twitter, hence it is the most relevant and convenient tool. An algorithm counts tweets and weighs them in function of the amount of retweets, and the credibility of their sources.
- According to MANA, market is the most efficient tool to sanction environmental misbehaviours. Therefore, it provides every available piece of information on a crisis: magnitude, periodicity, subcontractors involved… and values credible sources, in order to reach out to investors and financial analysts.

The demand for social responsible and sustainable investment increases steadily from stockholders: qualitative indices are required, beyond the usual scope of statistical indicators. Thus, MANA appears like a deliberately "negative" indicator, putting the emphasis on civil society's point of view rather than information received from companies themselves. It aims at being used alongside other extra-financial grades.

From left to right: **Lucien Pambou, Caroline Vuillemin, Luc Hermann**

Garden Talk 5: The role of the Media in the emergency of the COP21 challenges

Speakers

Mr Luc Hermann (Premières Lignes Director),
Mr Lucien Pambou (Associated Writer, Géopolitique Africaine)

Moderator

Mrs Caroline Vuillemine (Operations Director, Fondation Hirondelle)

The top-level decisions regarding climate change are usually not well delivered to the public by the media and the subject is not given the importance that it really deserves. In face of COP21, how can the media help bring the change that is required?

Key ideas:

- The COP21 is an easy but hard issue at the same time. It is easy because it provides the context to discuss the problem of climate change and to agree on solutions. It is hard, though, since it is something that nobody understands completely.
- Climate change affects differently the North and the South. Africa is much more concerned by the issues related to development, than climate change. While the problem in the North is to reduce global warming, in the South it is to adapt to it. *The media are not doing enough to inform about the subject. The subject needs to be publicized and it has to be done in a way that is attractive to the public. Climate change does not affect all regions in the same way, and that is an issue that needs to be addressed.*

Garden Talk 6: Citizens, NGOs, Firms: who influences who?

Speakers
Mr Bruno Rebelle (Director of Transitions, President de Planète Urgence, former executive of Greenpeace France et Greenpeace International),
Mr Frédéric Bardeau (Co-founder and CEO of Simplon.co),
Mr Pierre-Samuel Guedj (President and Founder of Affectio Mutandi)

The citizen develops new levers of research on reputational or legal responsibility, motivates online petitions, challenges on Facebook, uses crowdfunding to develop its projects… Companies rely on new NGO partners and mobilize employees' skills seeking personal recognition and participatory involvment. From online advocacy to new collaborative models (hackathon), the digital transition alters the paths of influence between the different actors of society.

Key ideas:

- With the X and Y generations, there are more and more petitions signed online and collective mobilizations against the negative impacts of companies.
- Each of the three stakeholders (NGOs, businesses, and citizens) has its own logic and success of a partnership of the three stakeholders depends on the balance established between each.
- There are different levers to influence companies: confrontation, blackmail, or discussion for a gradual transition built on dialogue.

Rather than get into conflicts, NGOs, citizens, and businesses must work together and create synergies.

From left to right: **Frédéric Bardeau, Pierre-Samuel Guedj, Bruno Rebelle**

From left to right: **Didier Acouetey, Frank Aswani, Eric Bazin, Benoit Le Bars, Christian Kamayou**

Special Focus: What Levers for an efficient Africa?

Speakers

Mr Didier Acouetey (President AFRISEARCH),
Mr Frank Aswani (Vice-President and Director of Strategic Relations, African Leadership Academy),
Mr Benoit Le Bars (Founder & Managing Partner, Lazareff Le Bars),
Mr Christian Kamayou (Fondateur de MyAfricanStartUp)

Moderator

Mr Eric Bazin (Cofoundeur of Ateliers de la Terre)

Education, training and entrepreneurship are the main development levers for an innovative and efficient Africa. Currently, unemployment rates are between 80-90% in many African countries. These unemployment rates mainly affect the young in Africa, as 70% of Africans are less than 30 years of age. The talent exists in Africa, however the proper infrastructure to develop these talents does not. What needs to change is the education system as a whole throughout Africa. The education system needs to innovate and adapt to today's demands as well as to teach students the skills they need for the jobs and industries that have yet to be created. The education system also needs to teach Africans to have an entrepreneurial mindset. Young Africans will play a major role in shaping Africa's future and this is reliant upon young entrepreneurs who will change and shape industries of tomorrow. The education system also needs to help students and young people by providing them access to resources to help develop and implement their entrepreneurial initiatives.

To see the video : **https://youtu.be/caclzSgOprE**

Key ideas:

- There is a current mismatch between the education system in Africa and the skills needed to find employment. With a staggering number of the population under the age of 30, there has to be a shift in the system in order to create new industries and jobs so that these young people can become successful. The African Leadership Academy (ALA) is a unique African education institution. ALA takes the brightest students with different backgrounds from across Africa regardless of their financial situation. By enrolling students from across Africa with different backgrounds and cultures, ALA teaches these students how to work together as a united Africa. ALA emphasizes an entrepreneurial education and requires their students to become entrepreneurs while enrolled. Each student has to create and start a working business model that is then presented to a panel of potential investors.
- A limitation to entrepreneurial drive is the difficulty that many young Africans have in finding access to resources to help them create and run a business. Mr Le Bars spoke about the hardship many Africans have in navigating the difficult legal networks, especially when setting up a business in multiple African countries. By providing legal advice and help to entrepreneurs they will become successful faster and they will have the ability to create a bigger impact in Africa.

Keynote Speech 4

Speaker
Mr Gérard Mestrallet (CEO, Engie)

The recent change in brand and name from GDF Suez to Engie represents a disruptive change, not only within the company but within the entire energy sector. Today, energy companies are no longer just suppliers of utilities and commodities, but solution providers to their customers. Mr Metrallet hopes that Engie will now be at the forefront of this change, bringing his company into a new world of operations that is decarbonized, decentralized, and digitized.

To see the video : **https://youtu.be/IHVnunp4XyU**

The energy sector, particularly in Europe, has seen energy consumption not only stabilize, but reduce. Focus is now moving towards the increased research and development of renewable energies, and away from conventional sources, as countries like France transition away from nuclear power. For that reason, a huge potential in the renewable energy market exists in both Europe and the rest of the world.

As the industry expands on an international scale, business practices are decentralizing, with priority of responsibility shifting to the expertise of local teams. Regional executives are being given more authority over management and decisions, making regions and countries the masters of their own energy and economic transitions.

Companies around the world are beginning to understand the inherent risks of climate change, since a climate disaster will also result in an economic disaster. Firms such as Engie will have an important role to play in the upcoming COP21 United Nations Conference on Climate Change, but states must come to an agreement on environmental deadlines and to implement a mechanism to set the price of carbon. Even though leadership by Engie and other energy companies is vital, final accountability rests within governments' hands to take action and make decisions for the planet's environmental future.

Although the purpose of energy companies, including Engie, is primarily to profit from energy production, it must do so in a responsible manner, focusing on renewable alternatives while meeting local needs. As Gérard Mestrallet stated, if climate change is not addressed by all parties it will result in both an economic and an environmental disaster for the world.

From left to right: **William Bourdon, Jean-Marc Borello, Adam Baïz, Mario Pezzini**

Closing plenary session: All actors of rupture: towards a new balance?

Speakers

Mr Jean-Marc Borello (CEO, Groupe SOS, France),
Mr William Bourdon (Lawyer at the Paris Bar, President, SHERPA Association, France),
Mr Mario Pezzini (Director OECD Development Center, Italy)

Moderator

Mr Adam Baïz (PhD Student, Mines ParisTech)

In the light of the global climate change, actions and changes are possible and necessary. New ways of life actually begin to raise in territories. In order to establish a sustainable change, do we need to invent a new vision and balance of our society (ecological, economical, land management...)?

To see the video :
https://youtu.be/TI1iv0g2cFM

Key ideas

- **The true meaning of "rupture": towards a new perception of the richness**
  In a context of economic crisis, everybody is responsible of impulsing changes and re-invent ways to successfully live together. This model could be impulsed by the creation of new indicators of wealth. These new indicators would calculate well-being, sustainable development rather than pure economic growth (as the PIB does) and consequently impulse new kind of business, more responsible of their global impact.

- **The difficulty to change in a complex environment, dominated by private spheres**
  The world nowadays is dominated by the private sphere. Yet, competitive companies have access to more powerful means to impose their own views of the world than activist associations. For example, events aiming at inventing a new vision of the society are financed by companies which have no financial interest in it. There is therefore an emergency to invent a new vision of the world, a new ethic through an epistemological or systematic rupture.

- **The current period is a chance for the change**
  The occasion is ideal to lead a transition. Indeed, the current economic model has shown all its limits: the market efficiency is not the best way to obtain wealth. What a better occasion to invent new rules for a better society?

If the timing is perfect to invent a new model of society, a global change of mind and consciousness is required for each actor (company, citizen, politician) to understand its role in creating ruptures towards a sustainable world. This could take the form of a few actions: to create new indicators of wealth, a new ethic and broadcast it through existing institutions like schools, companies and media.

This issue seems very contemporary if we look at the public funding plan for the planet of the United Nations. It emphasizes the importance of the private sector participation, access of all to a proper education, and an assessment country per country. Major efforts are needed but the world is going towards a new balance…

Ateliers de la Terre team (from left to right): **Angelina Colombani, Carlos Celada, Caroline Picaud, Gilbert Azzam, George J. Gendelman, Eric Bazin, Sonia Henry, Antoine Bonnamy**

We would like to express a special thank you to the members of our steering committee:

Jérôme Auriac, Sonia Bahri, Gilles Berhault, Jérôme Binde, Dominique de Courcelles, Marie-Annick Darmaillac, Valérie Martin, Ghislaine Hierso, Robert Bell, Sylvain Lambert, Sophie Chambon, Guillaume Loge, Alexandre Brailowsky, Anada Tiega, Nicolas Imbert, Hervé Letreut , Yann Queinnec, Paul Ginies, Blaise Duault, Caterina Romanelli, Patricia Savin, Elizabeth Thompson, Michèle Pappalardo.

Note

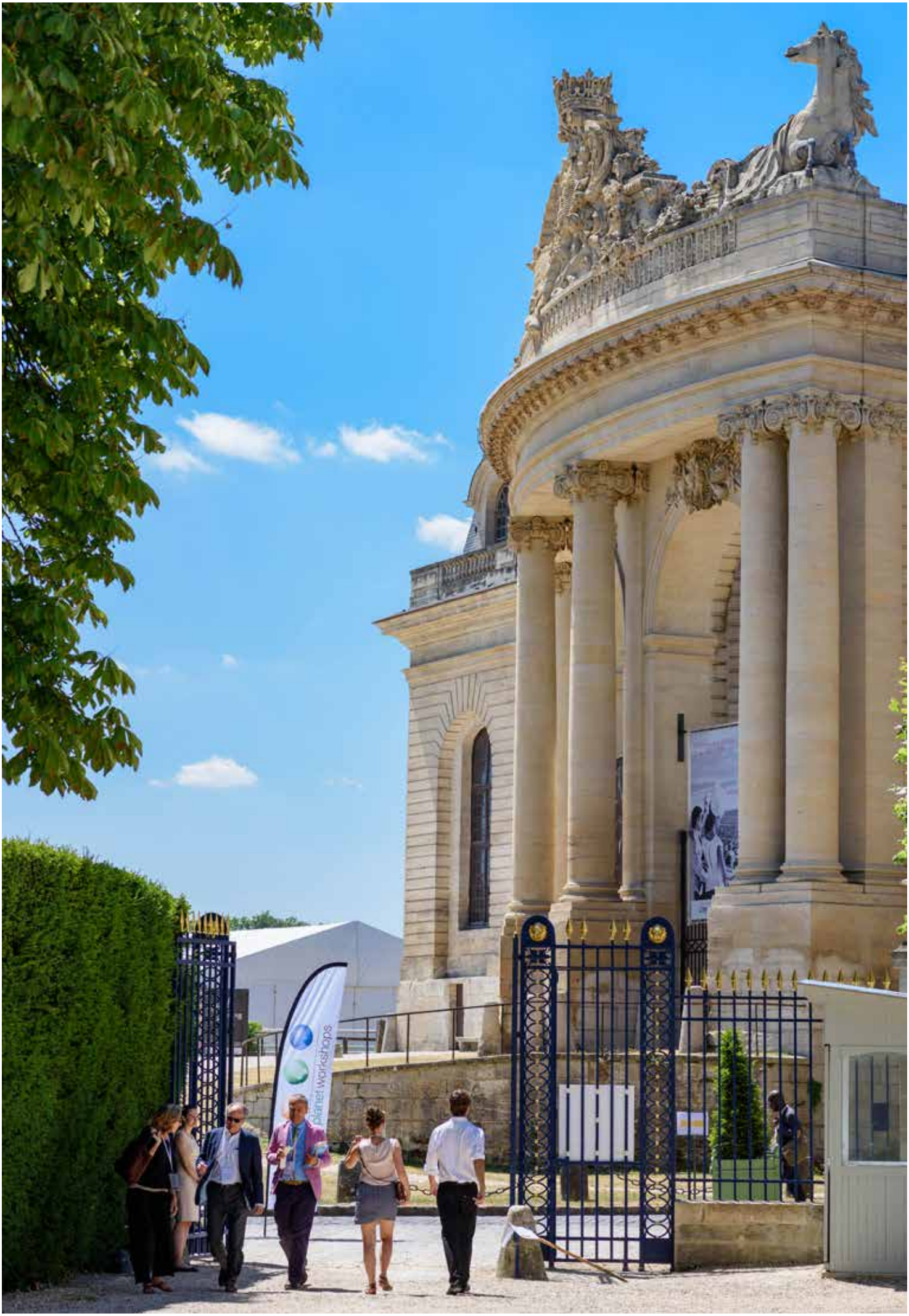
This book has been writen by 12 students from french and american universities as well as « grandes écoles». This student committee is a token of the confidence that the Planetworkshops has in the youth for conducting the ecological transition.

General reporter

Adam Baïz (Energy transition's Economist in support of economic evaluation, Ministry of Ecology, Sustainable Development and Energy (France))

Reporters

Hadia Baïz (Sciences Po Paris)
Céline Cael (Sciences Po Lille
Gibran Freitas (Université Paris Ouest La Défense)
Jenna Iori (Ecole Polytechnique)
Whitney McVay (The American University of Paris)
Arnaud Ngadja (Sciences Po Paris)
Martín Ossandon (Sciences Po Paris)
Dimitri Pilenko (The American University of Paris)
Mathilde Poret (Sciences Po Paris)
Hugo Ruiz (Sciences Po Paris)
Hope Stewart (The American University of Paris)


planet workshops

Land of African Business

LAND OF
AFRICAN
BUSINESS

organised by

the planet workshops
New Ideas for a New World

SYNTHÈSE

GLOBAL CONFERENCE 2015 - **Xe édition**

Sans eux, cette Xe édition n'aurait pas été possible :
Without their contribution, this Xth edition would not have been made possible:

PLANET PARTNERS

SEA PARTNERS

EARTH PARTNERS

ACADEMIC AND NETWORK PARTNERS

Contacts

Eric Bazin, Associé Fondateur
+33 6 27 94 52 01 - eb@planetworkshops.org

George J.Gendelman, Associé Fondateur
+33 6 86 16 60 13 - gjg@planetworkshops.org

Sonia Henry, Directrice des Programmes
+33 6 77 71 77 51 - shenry@planetworkshops.org

Caroline Picaud, Coordinatrice Générale
+ 33 6 45 47 62 83 - cpicaud@planetworkshops.org

Les Ateliers de la Terre - The Planetworkshops
23-25, rue Notre-Dame-des-Victoires - 75002 Paris

www.planetworkshops.org - www.globalconference2015.org

info-pws@planetworkshops.org

the planetworkshops
New Ideas for a New World